



INsignant

**Bilan
& Perspectives
2023.24**

SOMMAIRE

01

Le Droit d'être Soi

Édito de Didier TRUTT	08
À propos d'IN Groupe Au cœur de l'Europe, un groupe dédié à la sécurisation des données des États, des entreprises et des citoyens	10
Les instances de gouvernance du groupe	18
Intégrité et conformité	22
Notre stratégie : Odysée digitale 2025, l'innovation en continu	26
Responsabilité de l'entreprise : un engagement du groupe au service des clients, des collaborateurs et de la société	28
Nos réponses aux enjeux de développement d'une société et d'une économie phygitale	34
– Pôle Identité : Sécuriser l'identité légale et faciliter le passage aux frontières	36
– Pôle Services Digitaux : Garantir la résilience de l'économie numérique et développer des services de confiance	38
– Pôle Composants Sécurisés : Sécuriser les titres et les transactions par des composants sécurisés et des services associés	40

02

**Bilan 2022
& perspectives
2023**

Transformation de l'identité : la confiance au cœur des enjeux	46
Souveraineté et identité : enjeux pour les États	50
Préparer l'avenir de l'identité au service de la société, préserver les ressources et l'énergie, développer une politique sociale au bénéfice de tous les collaborateurs	54
L'identité numérique, un levier de transformation pour le monde agricole : l'exemple d'Agdatahub	62
S'appuyer sur les systèmes d'identité numérique pour garantir réactivité et continuité des systèmes de santé	66
L'accélération de la transformation numérique du transport européen	70
L'identité des objets : sécuriser l'IoT pour garantir la confiance	74
IN Groupe s'engage dans la communauté cyber	78
Placer l'utilisateur au centre pour concevoir et développer des services de vérification de confiance	82
Faciliter le quotidien des citoyens	84

01

Le Droit d'être Soi



2022: NOS RÉUSSITES

516 M€

de chiffre d'affaires,
+14% de croissance
pour +16,6% d'Ebitda

10

millions d'identités
professionnelles émises

6,6

millions de CNle*
en France

*Carte National d'Identité électronique

58%

du CA réalisé dans
le champ concurrentiel

3,8%

du CA investi en
R&D et innovation

2

milliards de certificats
émis pour l'IoT*

*Internet of Things

5,4

millions de passeports
biométriques français

1900

collaborateurs

130

pays utilisent nos produits
et solutions dans le monde

3,5%

d'augmentation
des effectifs

60

millions de requêtes
uniques sur notre
plateforme santé

25%

d'augmentation de nos
capacités de production
de passeports

30

gouvernements
partenaires

“L’identité est un droit, inaliénable, à protéger contre toute monétisation, toute commercialisation et toute restriction d’accès. Au contraire, chacun doit pouvoir s’identifier et avoir les moyens de pouvoir justifier de cette identité à chaque instant, dans sa vie privée, professionnelle ou dans ses paiements.”

L’année 2022 aura été une année hors normes à plus d’un titre, tant au niveau international qu’au niveau d’IN Groupe. Je ne reviendrai pas sur la situation internationale, même si le conflit en Ukraine et les phénomènes inflationnistes sur les matières premières ont eu des conséquences directes pour le Groupe - conséquences auxquelles nous avons su faire face, ce qui est un enseignement précieux sur la maturité de notre organisation industrielle.

Pour IN Groupe, 2022, aura également été une année marquante à bien des égards. Avec 5.4 millions de passeports produits et personnalisés pour la France et 6.6 millions de Cartes d’identité électroniques de nouvelle génération, IN Groupe a répondu présent à la demande sans précédent de nos concitoyens. Avec la mise en place de nouvelles capacités, la mobilisation extraordinaire de nos équipes durant l’été pour une personnalisation 24/7, IN Groupe a rempli son rôle d’imprimerie nationale de l’État avec des délais de personnalisation de 7 jours, au plus fort de la demande, ou avec la participation active du Groupe au plan d’urgence mis en place par le l’Agence Nationale des Titres Sécurisés pour la fourniture d’une centaine de dispositifs TES aux mairies. Cette capacité à assurer la production et la personnalisation de tout type de titres sécurisés vient également témoigner de la résilience de nos plans d’approvisionnements stratégiques en composants critiques dans un contexte international toujours aussi tendu, notamment pour les composants électroniques. Ce résultat vient également illustrer positivement les choix stratégiques qui ont été faits pour garantir la maîtrise directe par IN Groupe de certains composants critiques de sécurité, comme les hologrammes, ou la mise en place d’un multisourcing de nos fournisseurs. La poursuite de nos activités à l’export s’est concrétisée par de nouveaux

partenariats avec des gouvernements étrangers mais également avec la croissance forte de nos activités dans le secteur du paiement (composants électroniques pour les cartes bancaires). **2022 aura également marqué l’approfondissement de notre stratégie d’accompagnement des États et des entreprises en matière de transformation numérique.** Ainsi, la sécurisation des identités numériques, des individus comme des objets, apparaît désormais comme une évidence et la première condition de cybersécurité des organisations. Avec 60 millions de requêtes sur la plateforme d’identité numérique des professionnels de santé développée pour l’Agence du numérique en Santé, 10 millions d’identités numériques professionnelles émises et 2 milliards de certificats digitaux



émis pour la sécurisation de l’IoT, IN Groupe confirme son rôle de premier plan dans l’écosystème cyber français et européen et s’impose pleinement comme “Entreprise de Souveraineté Numérique”. Les résultats du Groupe témoignent de cette dynamique avec un chiffre d’affaires record de 516 millions d’euros, en croissance de 14% (+16% pour l’EBITDA), et une empreinte positive en matière d’emplois avec +3.5% d’augmentation de nos effectifs qui comptent désormais 1900 collaborateurs. Ces résultats en croissance s’accompagnent d’une politique volontariste quant à nos

objectifs environnementaux. Là aussi les résultats attestent de notre engagement continu : 20% de déchets en moins par rapport à 2019 pour une capacité de production doublée depuis 2015, 60% de diminution des GES en 10 ans, et une consommation d’énergie par collaborateur en baisse de 17%. 2022 démontre que les fondamentaux de notre plan Odyssée Digitale 2025 sont bons. 2023 doit nous permettre de confirmer cette trajectoire en poursuivant le déploiement de notre stratégie alliant sécurité des identités, des données personnelles et des services, dans le monde physique comme dans le monde digital. Cette volonté d’une stratégie *phygital* couplée à l’essor de nos services liés à l’identité numérique nous permet d’assumer aujourd’hui un rôle de premier plan dans la constitution et l’animation du consortium Potential sélectionné par la Commission Européenne pour la préfiguration des usages liés au futur wallet européen d’identité numérique. Plus que jamais, IN Groupe défend une vision européenne de l’identité et de la préservation de nos données personnelles au moment où l’universalité du modèle numérique se fragmente en blocs aux valeurs souvent antagonistes.

Cet INsight 2022-2023 vous propose un aperçu de nos réalisations et de nos ambitions pour faciliter la vie de tous, à la rendre plus sûre et plus simple, pour que chacun puisse faire valoir ses droits et vivre en toute sérénité. C’est ça le Droit d’être Soi !

1.1

À propos d'IN Groupe

**Notre engagement : faciliter
la vie de chacun en offrant de vivre
en toute sérénité**

Convaincus que votre identité et vos données doivent être protégées et que vos échanges restent dignes de confiance dans le monde physique comme dans le monde numérique, nous contribuons à faciliter la vie de tous, à la rendre plus sûre et plus simple, pour que chacun puisse faire valoir ses droits et vivre en toute sérénité. Quel que soit l'enjeu, IN Groupe, entreprise de souveraineté numérique contribue à faire valoir pour chacun un droit fondamental : le Droit d'être Soi.

**Notre mission : sécuriser
les échanges et les données
personnelles**

Dans un monde où les interactions se multiplient, nous protégeons les identités des citoyens, les transactions et les biens pour contribuer à la sécurisation de la société et de l'économie. Partenaire de l'État français depuis près de 500 ans, nous proposons des solutions d'identité et des services de confiance intégrant les meilleures technologies, qu'elles soient électroniques, optiques, holographiques, biométriques ou numériques.

Au cœur de l'Europe, un groupe dédié à la sécurisation des données des États, des entreprises et des citoyens

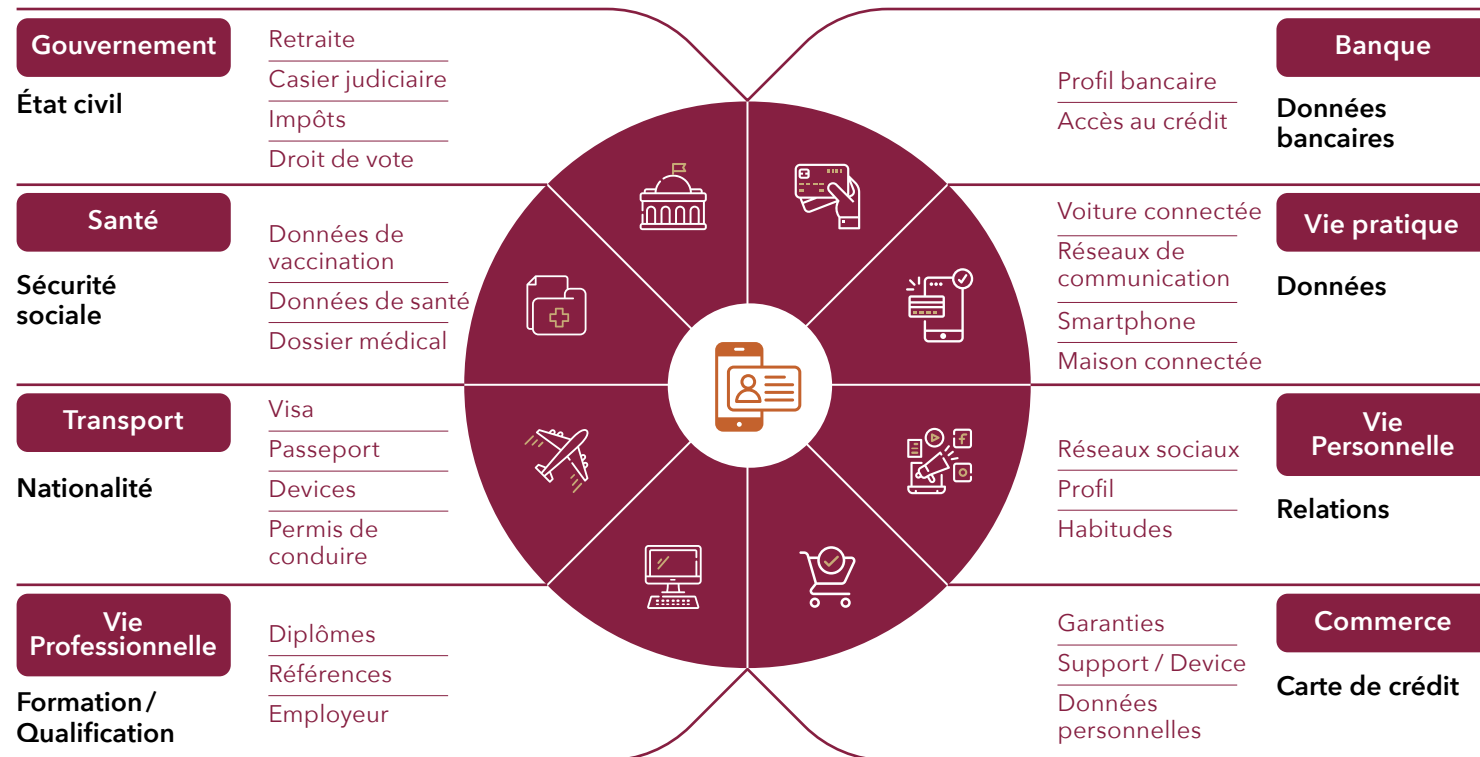
Notre vision repose sur le constat que l'identité touche tous les secteurs d'activité, dans le monde physique où les barrières se réduisent un peu plus chaque jour.

Sa sécurité, sa simplicité dans les usages et la garantie de la protection des données personnelles, sont au cœur des enjeux de la société et de l'économie numérique. Du transport au monde bancaire, en passant par la santé ou la citoyenneté, de la sphère

professionnelle à la sphère personnelle, les usages liés à l'accès aux données d'identité se démultiplient à l'infini, renforçant toujours plus le besoin de confiance dans les échanges et les transactions. C'est pourquoi l'organisation du groupe repose sur 3 pôles pour répondre aux 3 enjeux majeurs de nos marchés : l'identité légale, les services digitaux, les composants sécurisés.

Nous sommes un groupe français, de dimension européenne, garantissant

un cycle de vie et une chaîne de valeur de l'identité totalement sécurisés. Protéger les identités des personnes et des objets est au cœur de notre mission : nous accompagnons les transformations de chaque secteur d'activité en apportant des solutions fiables, sécurisées et respectueuses de la protection des données de chacun.



L'identité touche tous les secteurs d'activité. Elle est au cœur de la société et de l'économie numérique.

Traitement des identités

Gérer et exploiter les données

Procéder aux authentications de visu et en ligne

Encrypter et sécuriser les transactions

Gérer la validité des documents et des identités numériques

Collecte des données

Enrôler et recueillir des données multicanales

Création d'identité

Produire et intégrer des composants sécurisés

Émettre un titre physique sécurisé

Émettre et dériver une identité numérique

Au cœur de l'Europe, un groupe dédié à l'identité physique et numérique.

En tant qu'imprimerie nationale d'État, nous apportons la maîtrise de cette chaîne au travers de nos offres de solutions, de produits et de services, notamment :

Les titres et les systèmes d'identité, passeports, cartes d'identité, titres de séjour, permis de conduire, systèmes de gestion, d'émission et de personnalisation de titres, systèmes de contrôle aux frontières.

Les solutions d'identité numérique, qu'elles soient régaliennes ou professionnelles (portefeuille numérique, justificatifs et attributs d'identité, certificats, associés à des critères d'authentification élevée ou forte, respectueuses de la protection des données des utilisateurs).

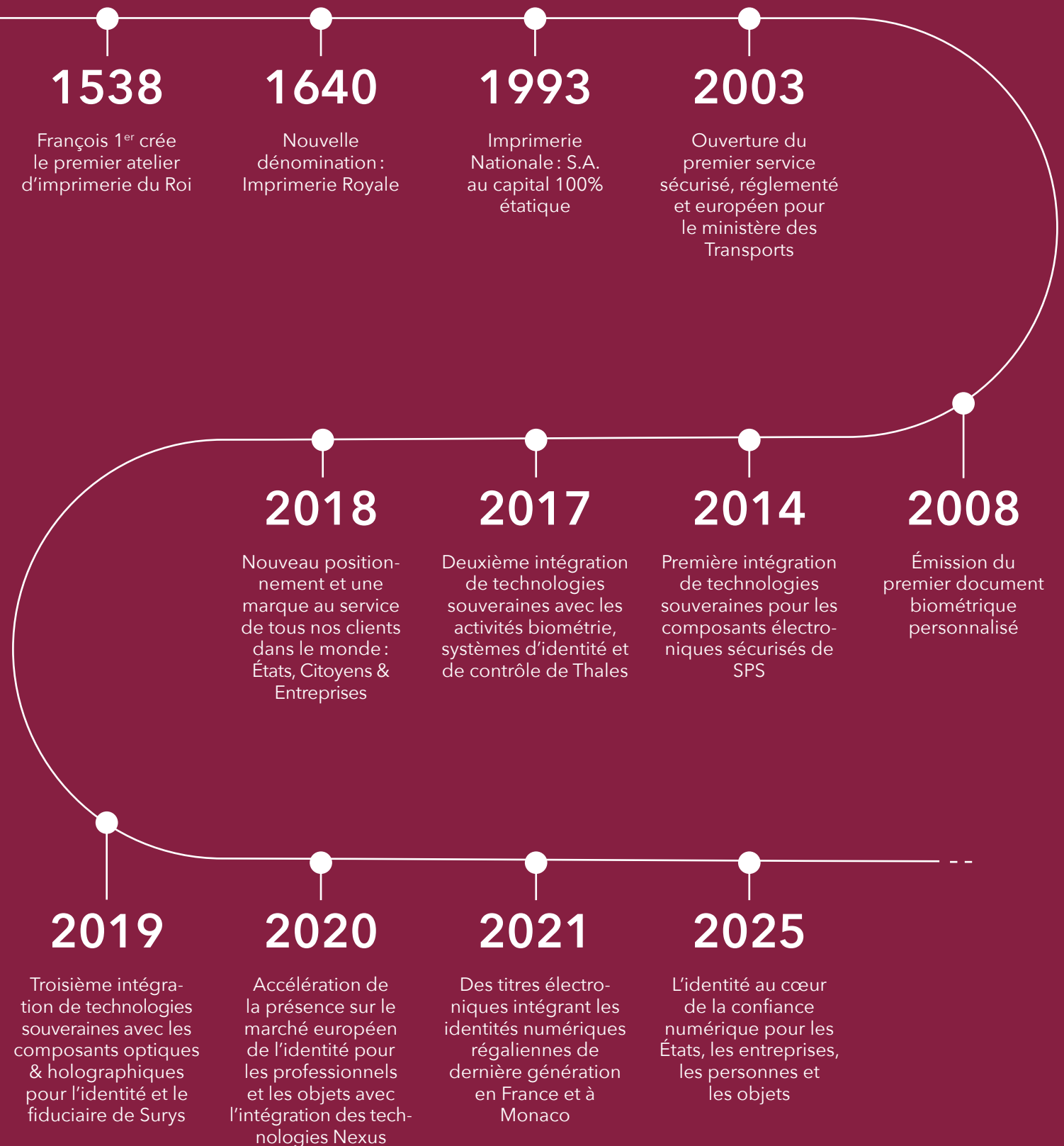
Les produits et solutions biométriques, capteurs avec et sans contact, solutions de reconnaissance faciale, etc.

Les plateformes de services de confiance et la gestion de certificats sécurisés pour les personnes comme pour les objets, les solutions de dématérialisation de documents et d'impression sécurisée.

Les composants optiques, holographiques ou électroniques hautement sécurisés et leurs services associés.

500 ans d'histoire, 10 ans de transformation

De notre création en 1538 à l'ouverture de notre premier service sécurisé réglementaire et européen en 2003 puis l'émission en France du premier document biométrique personnalisé en 2008, nous avons en quelques années acquis des technologies majeures dans le domaine de l'identité et des services pour assurer à l'ensemble de nos clients de disposer de solutions et de technologies souveraines et d'un savoir-faire couvrant toute la chaîne de valeur de l'identité.



Nos marques

Pour IN Groupe, accompagner la transformation des usages tout en garantissant la sécurisation des identités physiques, numériques, professionnelles ou régaliennes nécessite de rassembler les meilleures expertises techniques et technologiques dans chaque domaine d'intervention.

S'appuyant sur 4 marques référentes sur leurs marchés, le Groupe dispose de toutes les expertises, compétences et technologies associées aux domaines de l'identité numérique, des titres sécurisés, de la blockchain, du contrôle aux frontières, de la biométrie, des sécurités optiques, des composants électroniques, des technologies sans contact, des identités professionnelles, de l'identité des objets, du design... Dans le prolongement de la transformation du Groupe et de l'intégration successive des sociétés SPS, Surys et Nexus, chacune des marques d'IN Groupe a opéré en 2022 une évolution graphique traduisant la volonté de partager un nouveau référentiel commun.

Grâce à ces marques, la mission, comme la volonté d'étendre l'empreinte géographique, technique et technologique du Groupe se poursuivent et se renforcent. Cette nouvelle identité visuelle des marques commerciales se traduit par un adossement à IN Groupe, garant de l'héritage et la culture du Groupe, tout en valorisant la place de chacune au cœur de notre stratégie.



Solutions d'identité pour les États et les administrations

Acteur européen de premier plan œuvrant à l'intérêt général, IN Groupe est un partenaire de confiance pour accompagner la transformation des usages reposant sur l'identité des citoyens, des professionnels comme des objets. IN Groupe garantit à chacun le Droit d'être Soi en facilitant les usages recourant aux identités et leurs droits associés, par ses solutions sécurisées, conçues pour le présent et les générations futures.



Solutions pour les entreprises, les professionnels et l'IoT

La digitalisation est un moteur essentiel au développement des entreprises et l'identité en est la pierre angulaire. Pour accompagner ces transformations, IN Groupe s'appuie sur la marque Nexus pour sécuriser l'identité des personnes et des objets et garantir aux organisations de rester résilientes, quel que soit le contexte. Nexus fournit des solutions de confiance, conçues pour s'intégrer à tout système d'entreprise existant, sécurisant la gestion des identités professionnelles, objets et personnes de l'entreprise.



Composants électroniques pour l'identité et le secteur bancaire

Pour répondre au besoin constant d'évolution des cartes et des passeports, combiné aux usages intégrant électronique et biométrie, IN Groupe s'appuie sur sa marque de composants électroniques SPS. SPS crée de la valeur pour ses clients à travers de ses packagings électroniques qui contribuent au développement des nouveaux usages, intégrant le sans contact et la biométrie. Les composants électroniques de SPS s'intègrent à tout type de support pour sécuriser et faciliter les transactions.



Sécurité optique pour l'identité et le fiduciaire

Chaque nouvelle technologie offrant de nouveaux usages fait aussi apparaître de nouveaux types de fraudes. Pour garder un temps d'avance face à ces menaces, IN Groupe s'appuie sur la marque Surys pour fournir des composants optiques et holographiques de haute technicité où l'innovation et le design atteignent les plus hauts niveaux d'exigence au monde. Surys fait de chaque composant un défi scientifique pour repousser les limites de la technologie et définir de nouveaux standards de sécurité contribuant à lutter contre la fraude et faciliter les moyens d'authentification.

1.2

Les instances de gouvernance du groupe

Le développement de nouvelles activités et l'élargissement de l'implantation à l'international viennent appuyer l'ambition du Groupe : défendre l'identité de tous, qu'elle soit physique ou numérique et sécuriser les échanges. Pour soutenir cette ambition, le Groupe s'appuie sur une gouvernance constituée d'un conseil d'administration et d'un comité exécutif. Le conseil d'administration s'appuie sur quatre comités chargés de suivre les actions stratégiques menées par le Groupe, la définition et la bonne utilisation des moyens pour atteindre le niveau de performance attendu. Le Groupe s'est également doté de six dispositifs de contrôle qui lui permettent d'aller encore plus loin dans la protection des données, la cybersécurité, et l'engagement éthique et sociétal.

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration définit les orientations stratégiques du Groupe fondées sur les lignes stratégiques présentées par la direction générale. Il examine toutes les questions concernant le fonctionnement de l'entreprise et se prononce sur des sujets en rapport avec celui-ci.

Le Conseil d'administration, en tant qu'instance de gouvernance de la société, agit dans l'intérêt social de la société. Il a vocation à délibérer sur les grandes orientations stratégiques, économiques, financières ou technologiques de l'activité du Groupe et de ses filiales, et veille à leur mise en

œuvre par la direction générale. Cette Gouvernance renvoie à l'application de l'ordonnance 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique.

Administrateur nommé par l'État

Ludovic Plante
Représentant de l'État

Administrateurs nommés par l'assemblée générale / Administrateurs indépendants

Didier Trutt
Président-directeur général
Président du comité stratégique

Chantal Lory
Présidente du comité d'audit et des comptes

Aurélie Stock-Poeuf

Michel Gonet
Président du comité de gouvernance & RSE

Administrateurs nommés par l'assemblée générale sur proposition de l'État

Valérie Therond

Rémi Steiner

Yves Tyrode
Président du comité des offres

Administrateurs représentants des salariés

Céline Gouveia

Annick Eytier

Élodie Ziolkowski

Frédéric Lepetz

Le conseil d'administration s'appuie sur les propositions, les recommandations ou les avis de 4 comités qui se définissent comme suit :

01

Comité stratégique

Un comité stratégique, chargé par le conseil d'administration d'améliorer la qualité de l'information des administrateurs et des débats au conseil au regard des orientations stratégiques du Groupe.

02

Comité d'audit et des comptes

Un comité d'audit et des comptes, chargé par le conseil d'administration d'assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières.

03

Comité de gouvernance et RSE

Un comité de gouvernance et RSE (responsabilité sociale et environnementale), chargé par le conseil d'administration de recommander les personnes qui, en dehors du Président Directeur Général, devraient être nommées comme mandataires sociaux de la société, de proposer les politiques de rémunération des mandataires sociaux et d'examiner la politique en matière de RSE.

04

Comité des offres

Un comité des offres, chargé par le conseil d'administration d'examiner les offres commerciales complexes ou impliquant une prise de participation au capital d'une société, que le Groupe ou l'une de ses filiales envisage de soumettre.

Comité exécutif

Le Comité exécutif d'IN Groupe représente l'ensemble des divisions opérationnelles et des fonctions support du Groupe.

Il analyse les performances et les résultats, statue sur les actions à mener pour atteindre les objectifs fixés et gère les opérations du Groupe.



Yann Haguet
Vice-président exécutif
Pôle Identité

Audrey Mariani
Secrétaire générale

Michaël Zafrany
Directeur business performance
et opérations groupe

Frédéric Trojani
Vice-président exécutif
Pôle Composants Sécurisés

Antoine Paoli
Directeur des achats

Didier Trutt
Président - Directeur général

Romain Galesne-Fontaine
Directeur des relations institutionnelles
et de la communication externe

Anne Corbin
Vice-présidente exécutive
Ressources Humaines

David Concorde
Vice-président exécutif
Pôle Services Digitaux

Arnaud Boussemart
Vice-président exécutif
Finance & administration

1.3

Intégrité et conformité



Notre mission au service des États, des entreprises et des citoyens couvrent nombre de domaines sensibles. À ce titre, l'éthique, la rigueur, la conformité et la sécurité sont des prérequis à la réalisation de nos missions, qu'elles soient régaliennes ou non.

Les dispositifs de contrôle

Le contrôle interne :

Aligne les contrôles avec l'organisation, les objectifs, les engagements et les risques, tout en s'appuyant sur le référentiel du COSO.

Appuie la culture de contrôle interne en s'appuyant sur un réseau dans les Business Units et les fonctions support.

La conformité :

Dans le cadre du RGPD, le groupe désigne un délégué à la protection des données (DPO), interlocuteur spécifique à la protection des données, leur sécurisation, la garantie de l'exercice des droits et informations des personnes et la protection des données personnelles. Chaque pôle d'activité dispose d'un référent DPO dédié à son activité pour accompagner le développement de nos plateformes, nos solutions et services digitaux.

Concernant la Loi Sapin 2, le Groupe a mis en place un dispositif conforme à la loi dont un code de conduite intégré dans le règlement intérieur, des formations et des sensibilisations pour les collaborateurs et un dispositif d'alerte.

La qualité : Le SMI (Système de Management Intégré)

Offre une gestion des processus pour répondre au mieux aux attentes des clients du Groupe tout en garantissant une démarche d'amélioration continue pour atteindre l'excellence opérationnelle.

Pour répondre aux attentes de ses clients, IN Groupe a obtenu des certifications attestant l'application de normes et de règlements sur ses processus (ISO 9001, ISO 14001, ISO 45001, ISO 27001, Intergraf) et sur ses produits (qualification RGS/eIDAS par exemple).

Le comité des risques regroupe les membres du comité exécutif, le chef compliance officer et le directeur de l'audit et du contrôle interne. Il pilote le dispositif d'évaluation et de gestion des risques en vue de leur maîtrise. Une actualisation régulière de la cartographie des risques et des opportunités contribue aux processus décisionnels et opérationnels du Groupe et favorise ainsi l'atteinte de ses objectifs stratégiques.

De nombreux audits, indépendants et objectifs, sont réalisés en interne. Ils ont notamment permis l'établissement d'une charte décrivant les principes de l'audit interne, conformes aux standards d'audits et aux valeurs du Groupe, un plan d'audit couvrant la conformité aux lois et règlements ainsi qu'à l'évaluation du contrôle interne et de gestion des risques.

Un groupe présent partout dans le monde

Pour IN Groupe, accompagner la transformation des usages tout en garantissant la sécurisation des identités physiques, numériques, professionnelles ou régaliennes nécessite de rassembler les meilleures expertises techniques et technologiques dans chaque domaine d'intervention. S'appuyant sur 4 marques référentes sur leurs marchés, le Groupe dispose de toutes les expertises, compétences et technologies associées aux domaines de l'identité numérique, des titres sécurisés, de la blockchain, du contrôle aux frontières, de la biométrie, des sécurités optiques, des composants électroniques, des technologies sans contact, des identités professionnelles, de l'identité des objets, du design, etc.

9 CENTRES de recherche et d'expertise en Europe

4 en France
3 en Allemagne
1 aux Pays-Bas et en Suède

Acteur de confiance et de référence

516 M€

de chiffre d'affaires en 2022

1900

Collaborateurs
en France, Suède, Allemagne,
Pays-Bas, États-Unis, Kenya,
Émirats Arabes Unis, Malaisie,
Singapour, Inde, Italie

5 CONTINENTS

Acteur de confiance



30 gouvernements
partenaires



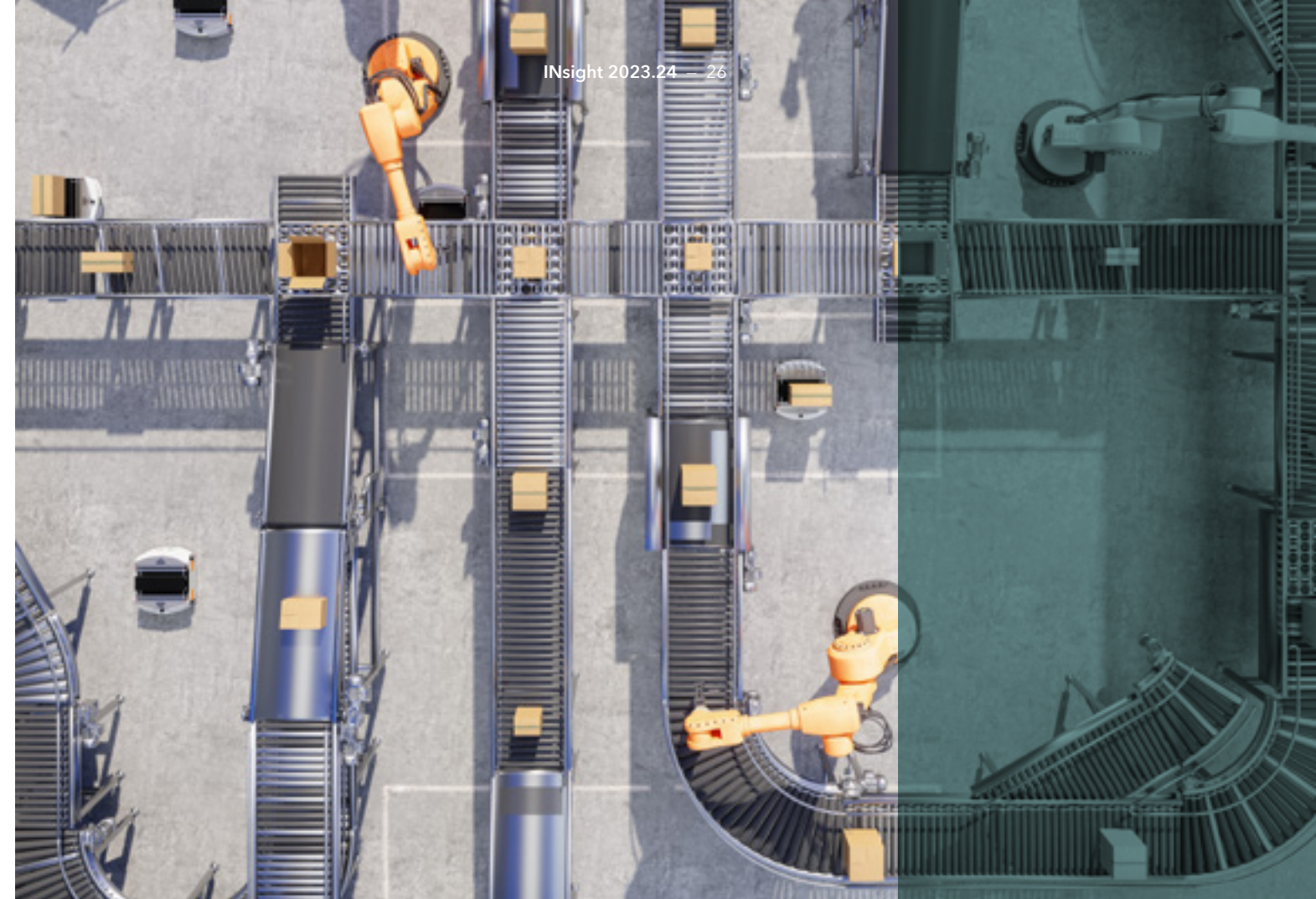
130 pays recourent à
nos produits et solutions

1.4

Notre stratégie : Odyssée digitale 2025, l'innovation en continu

IN Groupe est un acteur de confiance, engagé dans les schémas d'identité numérique les plus protecteurs et les plus sécurisants. Ce positionnement européen confère au groupe une place à part entière sur le marché du traitement des données sensibles et en fait un acteur unique.

Par son expertise développée auprès des gouvernements les plus exigeants, IN Groupe contribue chaque jour à la transformation digitale de l'économie et de la société en proposant de nouvelles solutions d'identité numérique garantissant le même niveau de sécurité que des titres physiques tout en associant le développement des usages numériques et des transactions de confiance. C'est pourquoi le plan stratégique du Groupe "Odyssée Digitale 2025" porte la vision et les moyens permettant de contribuer à l'essor des technologies de demain appliquées au domaine de l'identité, au développement de nouveaux usages tout en maintenant un très haut niveau de sécurité, et ce dans le respect de la protection des données personnelles. IN Groupe a déployé son expertise au-delà de l'identité régalienne pour répondre aux attentes de ses clients, en développant des solutions et des services recourant aux identités des entreprises, des professionnels et jusqu'aux objets connectés.



Ce positionnement européen reconnu comme modèle vertueux, a permis de porter le chiffre d'affaires export du groupe à plus de 55% de ses revenus en moins de 10 ans. Pour répondre à la croissance continue de la demande, le Groupe, à travers Odyssée Digitale 2025, développe encore plus ses activités à l'export, notamment par l'essor de services liés à l'identité numérique.

L'identité est aujourd'hui à la fois physique et numérique. Son recueil, sa création et son utilisation doivent se faire dans les deux mondes tout en respectant des cadres réglementaires et normatifs particulièrement exigeants. Cet environnement, de plus en plus complexe et mouvant, est aussi devenu international et les projets que nous menons s'inscrivent en réponse dans le prolongement de la législation européenne (traçabilité tabac, annexe 3C pour les cartes tachygraphe, CNle France...) ou à de nouveaux standards internationaux (FIDO 2, OSIA, MOSIP...).

Ce contexte renforce le besoin de pouvoir s'appuyer sur un tiers de confiance au cœur de la filière de l'identité. C'est en cela qu'IN Groupe, acteur indépendant, mondial, fait valoir son expertise technologique et ses solutions hautement sécurisées auprès d'un nombre croissant de clients et partenaires à travers le monde.

Odyssée Digitale 2025, c'est encore développer plus de digital dans les offres du groupe, dans son chiffre d'affaires et ses processus internes. C'est plus de sécurité et de simplicité dans chaque solution, et plus d'équilibre entre les différentes activités du groupe afin de maîtriser les risques dans un contexte changeant empreint parfois d'incertitude. C'est enfin plus d'investissement, de rentabilité et de croissance sur l'ensemble des activités du groupe, se traduisant en 2022 par la consolidation de ses principaux marchés stratégiques pour dépasser la barre symbolique des 500 M€ de chiffre d'affaires.

1.5

Responsabilité de l'entreprise : un engagement groupe au service des clients, des collaborateurs et de la société

IN Groupe se mobilise pour garantir le développement durable de son activité. Le Groupe met donc tout en œuvre pour préserver l'équilibre des écosystèmes et améliorer la société dans son ensemble. Son travail s'axe autour de différents projets éthiques, sociaux et environnementaux.

Les engagements Odyssée Digitale 2025



Pour la société

Être une entreprise citoyenne

S'inscrire dans une démarche écoresponsable

Préparer l'avenir



Pour les collaborateurs

Grandir ensemble

Porter une ambition commune

Cultiver la confiance



Pour les clients

Se mobiliser pour le client

Être un partenaire de confiance

Viser l'excellence client

Développer une politique sociale sur le long terme

IN Groupe œuvre à faire évoluer l'emploi, les connaissances et les compétences. La mise en œuvre d'une politique de recrutement et de mobilité interne, combinée à des plans de formation, permet d'enrichir les savoir-faire et de garantir des compétences toujours renouvelées. Le Groupe tient aussi à garantir la plus grande égalité de traitement entre les salariés. À titre d'exemple, l'index d'égalité femmes-hommes a progressé en 2022 pour atteindre 89/100 sur l'ensemble du groupe. Ce résultat s'accompagne encore en 2023 de plans spécifiques et dédiés à chaque entité du groupe pour mieux répondre à la diversité de nos marchés.

Cette politique d'égalité professionnelle a été engagée par le Groupe en 2015. Elle apporte la garantie d'une équité de traitement en matière de recrutement, de rémunération, d'évolution et de formation (choix de cabinets de recrutement partageant les valeurs de l'entreprise, augmentation du ratio de recrutement total féminin de 3 % par an, etc.). D'autres mesures favorisant la parentalité ont été mises en place avec notamment la mise à disposition des chèques CESU pour la garde des enfants.



Odyssée digitale 2025 souhaite renforcer les briques technologiques de chacune des solutions proposées par IN Groupe. Un effort de recherche constant permet de développer des solutions novatrices et compétitives qui profiteront à chacun.



Faire de l'environnement un facteur de progrès pour l'entreprise et ses process

IN Groupe réduit sa consommation énergétique, baisse ses émissions de gaz à effet de serre, valorise les déchets, développe les énergies renouvelables et privilégie des partenaires écoresponsables

Le Groupe a mis en place de nombreuses mesures afin de limiter l'impact environnemental de sa production et de ses déchets. L'activité d'impression de titres nécessite traditionnellement d'utiliser différents types de produits qui doivent s'accompagner d'une élimination gérée de manière responsable. Dans ce cadre, une convention de rejets avec la station d'épuration communale de Douai a été établie afin d'évacuer ces déchets. Des procédures et des équipements adaptés sont systématiquement utilisés afin de limiter les risques de renversement de solvants dans les sols. Enfin, l'élimination des

déchets issus des activités du Groupe est réalisée en conformité avec la réglementation et ce au travers de la récupération et du tri sélectif sur le site par des prestataires agréés. IN Groupe investit également dans des technologies nouvelles plus efficaces en énergie et plus économes en matières premières. C'est le sens de la transformation du site de Douai lancée en 2015 où de nombreuses initiatives visant à moderniser l'outil industriel, augmenter ses capacités de production et baisser le volume de ses déchets, des gaz à effets de serre (GES) et plus globalement sa consommation d'énergie. Ce triple défi a été relevé pour afficher en quelques années des résultats probants en 2022 : 20% de déchets en moins par rapport à 2019 pour une capacité de production doublée depuis 2015, 60% de diminution et GES en 10 ans, et une consommation d'énergie par colla-

borateur en baisse de 17%. En 2023, le Groupe ira encore plus loin avec un investissement conséquent dans un projet d'installation de panneaux solaires qui permettra au site de produire sa propre électricité à hauteur de 10 à 15% de sa consommation globale.

Conscient que l'amélioration de son empreinte environnementale passe également par ses approvisionnements, le Groupe a mis en avant une politique d'achats privilégiant des relations de partenariat avec des prestataires et fournisseurs écoresponsables.

Améliorer l'impact sociétal du groupe

Le Groupe souhaite laisser une empreinte socio-économique positive de son activité. Son engagement envers la société se traduit par des initiatives favorisant l'inclusion, la protection de l'enfance ou l'insertion de jeunes par exemple

Pour dynamiser les territoires qui l'accueillent et y soutenir la création d'emploi, IN Groupe favorise le recrutement et la formation d'apprentis ou de stagiaires. Ces mesures offrent en effet un accès privilégié à un premier emploi dans l'entreprise. Par sa volonté de contribuer à un écosystème durable et éthique, le groupe applique une politique d'achats responsables au travers d'une évaluation éthique réalisée pour toutes les parties prenantes et avant tout engagement. Contribuer à l'inclusion des femmes par le numérique a été l'occasion d'une

campagne mobilisant l'ensemble des collaborateurs du groupe en 2022. À travers une compétition interentreprises composée de défis ludiques, le groupe a soutenu financièrement des cycles de formation pour les femmes productrices agricoles en Côte d'Ivoire.

D'autres initiatives ont permis en 2022 de contribuer à la protection de l'enfance comme la participation sous forme de dons à l'association l'Enfant Bleu pour contribuer au développement du projet d'un avatar numérique. Cet avatar, ou personnage virtuel, a été créé pour figurer dans un jeu vidéo plébiscité par les plus jeunes. Par sa présence dans le jeu, les plus fragiles ont accès à un confident numérique permettant de recueillir leurs messages et alertes évoquant la maltraitance dont ils peuvent faire l'objet pour in fine, les aider. Cette initiative,

saluée par le Gouvernement, ayant vocation à évoluer à plus grande échelle, IN Groupe suivra ce projet en 2023 pour mieux le faire connaître et contribuer à son développement.



IN Groupe et son atelier du Livre d'art et de l'Estampe

L'atelier du Livre d'art et de l'Estampe constitue un patrimoine vivant et matériel qu'IN Groupe a souhaité maintenir en activité grâce à ses propres financements. Créé en 1640, cet atelier puise ses racines dans l'histoire de l'écriture typographique avec une collection de 700 000 pièces gravées dont 500 000 poinçons latins et orientaux classés au titre des Monuments historiques, et une bibliothèque spécialisée riche de 35 000 volumes du XVI^e siècle à nos jours. Considéré comme le plus ancien atelier d'imprimerie au monde encore en activité, il incarne le savoir-faire d'excellence d'IN Groupe, entreprise moderne résolument tournée vers l'avenir et

les nouvelles technologies qui n'a de cesse de se renouveler dans cette confrontation créatrice entre tradition et modernité. Dans une volonté de partager ce patrimoine unique, l'Atelier du Livre d'art et de l'Estampe s'ouvre au monde extérieur en participant à des salons professionnels comme le Salon international du Livre rare & des Arts graphiques, en contribuant, en partenariat avec le Louvre-Lens aux journées européennes du patrimoine et en organisant depuis le printemps 2022 des visites de ses collections sur le site de Douai.

Certificats, labels et chartes en vigueur

L'ambition d'IN Groupe est de toujours s'appuyer sur les valeurs fortes de l'entreprise pour faire évoluer un savoir-faire reconnu et développer ses cœurs de métiers qui exigent éthique, rigueur, conformité et sécurité. Depuis 2007, IN Groupe appuie sa démarche de développement durable sur son système de management intégré QSE-SSI (Qualité-Sécurité- Environnement et Sécurité de l'Information), qui bénéficie des certifications, labels et chartes.



Certification FSC
Obtenu en janvier 2010
Renouvelée en février 2015
et mai 2019



Certification PEFC
Obtenu en janvier 2010
Renouvelée en 2015, 2019
et 2022



Marque Imprim'vert
Obtenu en juin 2007
Renouvelée chaque année



Agrément SIAF pour la conservation d'archives publiques physiques
Obtenu en 2019 et en 2020



Charte de la diversité
Signée en 2007



Certification NF K11-112
Obtenu en décembre 2007
Renouvelée en 2010, 2013,
2016 2019 et 2022



Certification QSE consolidée



Certification ISO 9001
Obtenu en 2007
Renouvelée en 2010, 2013,
2016, 2019 et 2022



Certification ISO 14001
Obtenu en 2011 et renouvelée en 2013, 2016, 2019 et 2022



Certification ISO 45001
OHSAS 18001 obtenue en 2013 et renouvelée en 2016
Passage à l'ISO 45001 en 2019 et renouvelée en 2022



Certificat ISO 27001
Obtenu en janvier 2019



Certification ISO 14298



Certification ISO 37001



Certification MasterCard
pour le site IN Groupe de Rousset, filiale SPS

1.6

Nos réponses aux enjeux de développement d'une société et d'une économie phygitale

L'année 2022 aura été jalonnée par la sortie de la pandémie et la reprise des voyages et déplacements, la sortie de crise sur la pénurie de semi-conducteurs, la guerre en Ukraine et son impact sur la crise de l'énergie et des approvisionnements, le début de l'inflation et son impact sur les taux et les devises et plus largement l'augmentation des prix.

Une année complexe pour laquelle IN Groupe a déployé différentes mesures pour sécuriser sa croissance, assurer la satisfaction de ses clients tout en augmentant le nombre de collaborateurs de +3,5% à l'échelle du Groupe. Cette année 2022 marquera également la croissance des trois pôles stratégiques Groupe, chacun pesant pour 1/3 du CA du Groupe.



1.6.1 - Pôle identité : Sécuriser l'identité légale et faciliter le passage aux frontières

Nos produits et solutions sécurisent l'identité légale dans toutes ses dimensions: titres d'identité et de voyage sécurisés, systèmes, identité numérique, PKI... Nos offres sont portées par la marque IN Groupe, référente sur le marché mondial de l'identité régaliennne. Notre pôle Identité qui conçoit, développe et met en œuvre ces solutions a réalisé une croissance de 30% de son chiffre d'affaires en 2022.

Sécuriser l'identité légale

Nos solutions couvrent le déploiement de systèmes complets de gestion d'identité, la collecte et le traitement des données d'identité (solutions d'enrôlement, capteurs biométriques avec ou sans contact, systèmes de gestion de données d'identités, de registres d'état civil), la conception de titres sécurisés comme récemment la CNle française, les cartes d'identité et les titres de séjour de la principauté de Monaco ou les cartes et passeports gabonais, le passeport seychellois... Que ce soit pour l'émission de titres en passant par la personnalisation et la gestion complète du cycle de vie des identités numériques, ce sont 30 gouvernements qui utilisent ses solutions d'IN Groupe dans le monde.

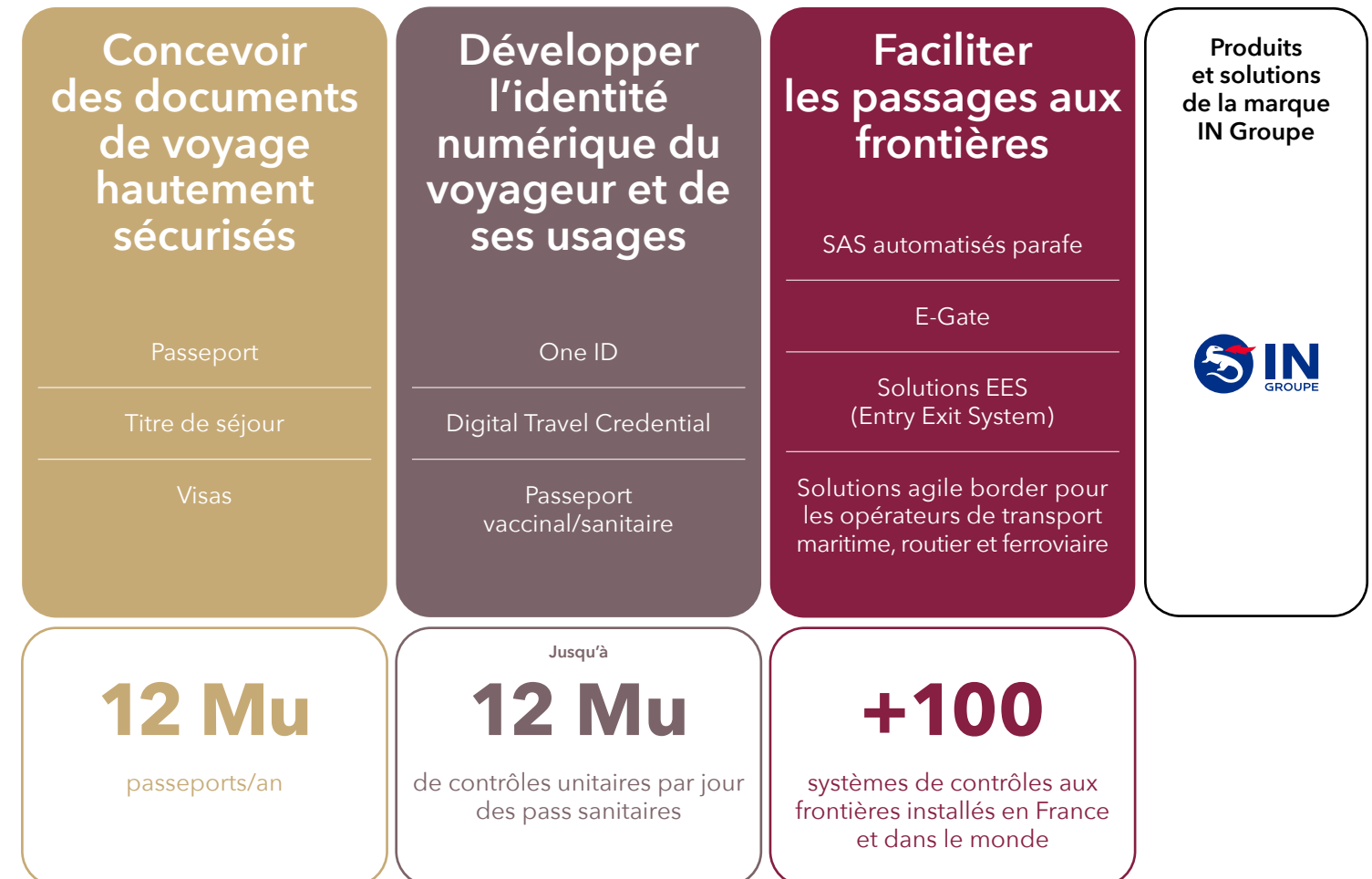
Faciliter et fluidifier les passages aux frontières

Nous contribuons également à la facilitation des passages aux frontières d'une part grâce à la conception de documents de voyages sécurisés comme les passeports biométriques, les titres de séjour intégrant des puces cryptées protégeant les données biométriques ou des visas. Nous produisons 12 millions d'unités de passeports chaque année.

Nous travaillons également au développement de solutions d'identité numérique pour le voyage, notamment grâce au Digital Travel Credential et l'intégration, dans un portefeuille numérique d'une identité numérique associée à des documents de voyages comme un visa ou un passeport vaccinal. Récemment, lors de la crise sanitaire, nos applicatifs ont traité jusqu'à 12 millions de requêtes unitaires par jour pour contrôler les pass sanitaires. Nous développons également des solutions de passages automatisés aux frontières, parfaitement sécurisées, fluidifiant le parcours du voyageur comme les SAS Parafe ou les E Gate.

Nos solutions agiles border sont déployées quant à elles auprès d'opérateurs du transport aérien, maritime, ferroviaire ou routier comme à Calais pour Getlink ou dans des aéroports de Nice ou Marseille par exemple.

Nos clients sont des États et des gouvernements, des administrations publiques et les opérateurs de transports (aéroports, gare maritime, ferroviaire, routière...)



1.6.2 - Pôle Services Digitaux

Garantir la résilience de l'économie numérique et développer des services de confiance

Dans le prolongement de nos missions régaliennes, nous avons étendu notre expertise en développant des solutions et plateformes numériques dédiées aux entreprises et administrations centrales. Elles sont la garantie d'une économie numérique résiliente, plaçant la cyber sécurité au cœur de leur conception pour protéger les données sensibles des organisations, des professionnels comme les objets. Nos deux marques référentes sur ces marchés sont IN Groupe pour les solutions dédiées aux gouvernements et administrations publiques et Nexus pour les solutions d'identité professionnelle sécurisée et les objets connectés. Notre pôle Services Digitaux a réalisé une croissance de 8% de son chiffre d'affaires en 2022.

Dans le monde des services, nous innovons grâce à l'identité numérique

Nos solutions contribuent à créer des identités cyber sécurisées pour le monde de l'entreprise et pour les professions régulées comme le monde du transport (routier, ferroviaire, maritime...), les forces de l'ordre (Police, Gendarmerie), les hôpitaux... Nous préservons l'intégrité des entreprises en concevant des systèmes sécurisés, reposant sur des identités fiables, authentifiables, physiques et numériques. Et nous émettons, gérons et vérifions des droits grâce à nos plateformes sécurisées, nos solutions de traçabilité, ou nos outils de contrôle.



Développer des services et plateformes de confiance

Nous développons différents services de confiance par la mise en œuvre de plateformes de services que nous pouvons opérer directement. En fonction du niveau d'exigence ou de flexibilité voulu par nos clients, ses solutions peuvent être déployées en local ou dans un cloud hautement sécurisé.

Nous avons une offre complète pour accompagner le développement de l'Internet des objets. Ces solutions sont aujourd'hui déployées dans le secteur

de l'automobile (V2X), des réseaux telecoms, de l'industrie (machine outil connectée), ou des produits grand public comme des tondeuses autonomes (client Stihl). Fin 2022, nos plateformes avaient émis plus de 2 milliards de certificats uniques pour l'IoT. Enfin, nous offrons également ces solutions de dématérialisation "Print to Digital" comme les factures ou les bulletins de paie afin de contribuer à la digitalisation de toutes les procédures règlementées de l'entreprise.

Nos systèmes d'impression sécurisés contribuent également à réduire les coûts de l'entreprise par la simplification des processus dématérialisés. Nos marques référentes sur ces offres sont IN Groupe pour les solutions bout en bout et Nexus pour les différentes briques technologiques et logicielles que nous intégrons.

<p>Innover grâce à l'identité numérique</p> <p>Plateformes de fédération d'identités sécurisées - Connect</p> <p>Portefeuille d'identité numérique - IN Wallet</p> <p>Système d'identité auto souveraine (blockchain)</p> <p>Module de gestion numérique des consentements</p> <p>KYC (document Checker)</p>	<p>Préserver l'intégrité des entreprises</p> <p>Gestion intelligente des Identités des objets (IoT)</p> <p>Gestion des accès physiques et logiques</p> <p>Systèmes d'émission et de personnalisation de cartes, token, identité numérique</p> <p>Nexus Smart ID PKI</p> <p>Identité professionnelle sécurisée</p>	<p>Émettre, gérer, vérifier les droits</p> <p>Plateforme de services pour l'accès et la gestion des identités</p> <p>Systèmes de gestion dédiés aux professions régulées</p> <p>Émission de cartes professionnelles hautement sécurisées</p> <p>Solutions de contrôle des identités physiques et numériques</p> <p>Solutions de traçabilité</p>	<p>Accompagner le développement des objets</p> <p>Smart ID PKI</p> <p>Go IoT</p> <p>Go Workplace (Serveurs, imprimantes...)</p>	<p>Fournir des solutions de dématérialisation "print to digital" (impression sécurisée)</p> <p>Procédures dématérialisées</p> <p>Bulletin de paie dématérialisé</p> <p>Facture dématérialisée</p> <p>Système d'impression sécurisée</p>	<p>Produits et solutions des marques IN Groupe et Nexus</p>  
<p>12 M</p> <p>de connexions mensuelles avec une identité numérique sécurisée pour les professionnels de santé</p>	<p>+10 M</p> <p>d'identités professionnelles déployées</p>	<p>2 Mds</p> <p>de codes uniques générés dans le cadre de la traçabilité du tabac</p>	<p>+2 Mds</p> <p>de certificats émis par an, soit 28 millions par semaine</p>	<p>50 M</p> <p>de lettres personnalisées</p>	

1.6.3 - Pôle Composants Sécurisés

Sécuriser les titres et les transactions par des composants sécurisés et des services associés

Pour répondre au besoin de sécurisation des titres et des transactions, nous fournissons des composants optiques, holographiques et électroniques hautement sécurisés couvrant l'ensemble des besoins des marchés de l'identité, du bancaire et du fiduciaire.

En complément de nos composants optiques portés par la marque Surys et nos composants électroniques portés par la marque SPS, nos équipes proposent des offres de services et d'intégration pour répondre au plus près des besoins de nos clients. Notre pôle Composants Sécurisés a réalisé une croissance de 7% de son chiffre d'affaires en 2022.

Nos composants hautement sécurisés contribuent à garantir l'intégrité des titres d'identités.

Nos composants optiques et holographiques sont conçus pour disposer toujours d'une sécurité d'avance associée à un design exclusif pour chacun de nos clients.

Nos solutions packagées intègrent les nouveaux usages bancaires comme le sans contact ou la customisation de cartes bancaires haut de gamme (cartes métalliques, cartes écoconçues...).

Garantir l'intégrité des titres d'identité par des composants hautement sécurisés

Composants optiques et holographiques

Composants électroniques (puce et module)

Datapage

eCover

Concevoir des billets de banque disposant d'une sécurité d'avance

Composants optiques et holographiques

Design exclusif

Intégration facilitée à tout substrat existant

Intégrer les nouveaux usages bancaires

Contact / Sans contact

Dynamic CVV

Customisation

Produits et solutions des marques SPS et Surys



370M

de composants optiques et électroniques intégrés aux documents d'identité en 2021

720M

de citoyens dans le monde utilisent nos billets en circulation intégrant nos composants

1 carte sur 5

intègre nos composants électroniques dans le monde



02

Bilan 2022 & perspectives 2023





Bilan 2022 & perspectives 2023

L'année 2022 a été jalonnée d'évènements mettant en lumière 4 tendances majeures ayant un impact direct sur nos métiers : des affrontements entre grandes puissances économiques mondiales et la guerre aux portes de l'Europe, des changements sociaux et démographiques sur tous les continents, le changement climatique et la raréfaction des ressources naturelles, les progrès technologiques et la digitalisation de masse.

De cet environnement hautement mouvant émanent de nouvelles réalités auxquelles le groupe s'est adapté en apportant des solutions opérationnelles, faisant de 2022 une année marquant à plus d'un titre la pertinence du modèle d'IN Groupe et la réussite de sa transformation. En atteignant ce niveau de maturité et de performance salué par le marché, le groupe a montré sa capacité à répondre de façon agile à différents contextes comme la sortie de la pandémie et la demande exponentielle de renouvellement de titres, la guerre en Ukraine et son impact sur la gestion des ressources et approvisionnements, en parallèle d'une mobilisation spontanée des collaborateurs et du groupe pour apporter une aide financière aux associations humanitaires œuvrant sur le terrain. La croissance démographique et le besoin de fournir une identité à chacun, notamment sur

le continent africain, s'est concrétisé par une initiative de nos équipes innovation pour présenter l'application ID4Life à l'occasion du salon ID4Africa à Marrakech. Les contraintes fortes sur la gestion de nos ressources et notre consommation d'énergie ont été maîtrisées par un changement de modèle énergétique au sein de notre site de production du nord de la France. Quant au défi de la digitalisation, a fortiori de l'identité, il s'accompagne de nombreux projets pour nos clients, nos partenaires et nos collaborateurs, contribuant au développement de nouvelles solutions toujours plus respectueuses de la protection des données des citoyens et la facilitation de leur vie quotidienne.

Pour aller plus loin dans l'exploration de ces différents projets et les perspectives qu'ils ouvrent pour l'année en cours, nous avons identifié 10 sujets majeurs qui animeront plus particulièrement notre activité en 2023 :

01

La transformation de l'identité et la confiance au cœur des enjeux

02

Souveraineté et identité : enjeux pour les Etats

03

Préparer l'avenir de l'identité au service de la société, préserver les ressources et l'énergie, développer une politique sociale au bénéfice de tous les collaborateurs

04

L'identité numérique, un levier de transformation pour le monde agricole

05

S'appuyer sur les systèmes d'identité numérique pour garantir réactivité et continuité des systèmes de santé

06

L'accélération de la transformation numérique du transport européen

07

L'identité des objets : sécuriser l'IoT pour garantir la confiance

08

IN Groupe s'engage dans la communauté cyber

09

Placer l'utilisateur au cœur pour concevoir et développer des services de vérification de confiance

10

Faciliter le quotidien des citoyens

2.1

Transformation de l'identité : la confiance au cœur des enjeux

2022 a été une année charnière pour l'Union Européenne qui marquait un temps fort dans la constitution de l'identité numérique européenne, appelée à faciliter et sécuriser les actes quotidiens de centaines de millions de personnes et d'entreprises. En coopération avec leurs partenaires industriels, la Commission européenne et les 27 États-membres de l'Union définissaient la toolbox technique et le cadre réglementaire permettant de déployer la nouvelle identité numérique d'ici 2025.

Cette réalité concrète fait de l'identité numérique l'un des plus grands projets de transformation numérique au niveau européen dont la vocation est bien de répondre au besoin de sécurité et protection des données par l'apport de nombreux services digitaux conçus pour faciliter le quotidien des citoyens.

Ce projet d'identité numérique se concrétise à travers :

Les caractéristiques d'une identité légale définies par les États-membres.

Un portefeuille d'identité digitale (Wallet) pour tous les citoyens, les résidents et les entreprises de l'Union.

Des usages d'identification (dans les secteurs public et privé) et d'activation d'attestations numériques (valides à l'échelle de l'Europe, sur la base d'un ensemble minimal et indispensable d'attributs vérifiés).

Une liste étendue de services de confiance eIDAS à trois nouveaux domaines : l'archivage électronique, les registres électroniques, la gestion des signatures électroniques à distance et des systèmes de création de sceaux ; l'évolution des schémas d'identification difficilement interopérables vers

des schémas standardisés à l'échelle européenne.

Une boîte à outils et un cadre de développement d'identité communs en termes de standards, de niveaux de sécurité élevés et de respect de la vie privée.

Membre de l'association Eurosmart, IN Groupe participait depuis de nombreuses années aux débats européens concernant la sécurité numérique. En France, le groupe est également membre de l'Alliance pour la confiance numérique qui participe aux travaux du Comité Stratégique de Filière - CSF - des industries de sécurité.

IN Groupe accompagne les institutions européennes et les différents services de l'État français impliqués dans la future identité numérique européenne. Par sa participation active au projet du Consortium Potential, IN Groupe a pris part à l'élaboration des 6 cas d'usages retenus pour déployer le futur wallet européen.

Ce consortium accompagnera l'Agence National des Titres Sécurisés (ANTS) dans le projet majeur qui réunit 20 pays représentés par leurs ministères nationaux et 148 partenaires dont IN Groupe.

Les travaux poseront les principes des 6 cas d'usages suivants :

01

L'identification et l'authentification pour accéder à des services gouvernementaux et pouvoir réaliser des démarches en ligne

04

L'association d'un droit de conduire dans son portefeuille numérique pour attester de ses droits ou accéder à des services de tiers

02

L'identification préalable à une ouverture de compte bancaire

05

Fournir une signature électronique qualifiée à distance

03

L'enregistrement d'une carte SIM associée à une vérification de l'identité

06

Sécuriser l'accès à des données de santé et pouvoir les partager

IN Groupe conseille à la fois sur les questions d'architecture technique, de choix technologiques, ou d'interopérabilité avec les systèmes d'identification et d'authentification numériques.



Début 2023, IN Groupe recevait le Label France Cybersecurity pour sa solution IN Wallet, portefeuille d'identité numérique

2.2

Souveraineté et identité : enjeux pour les États



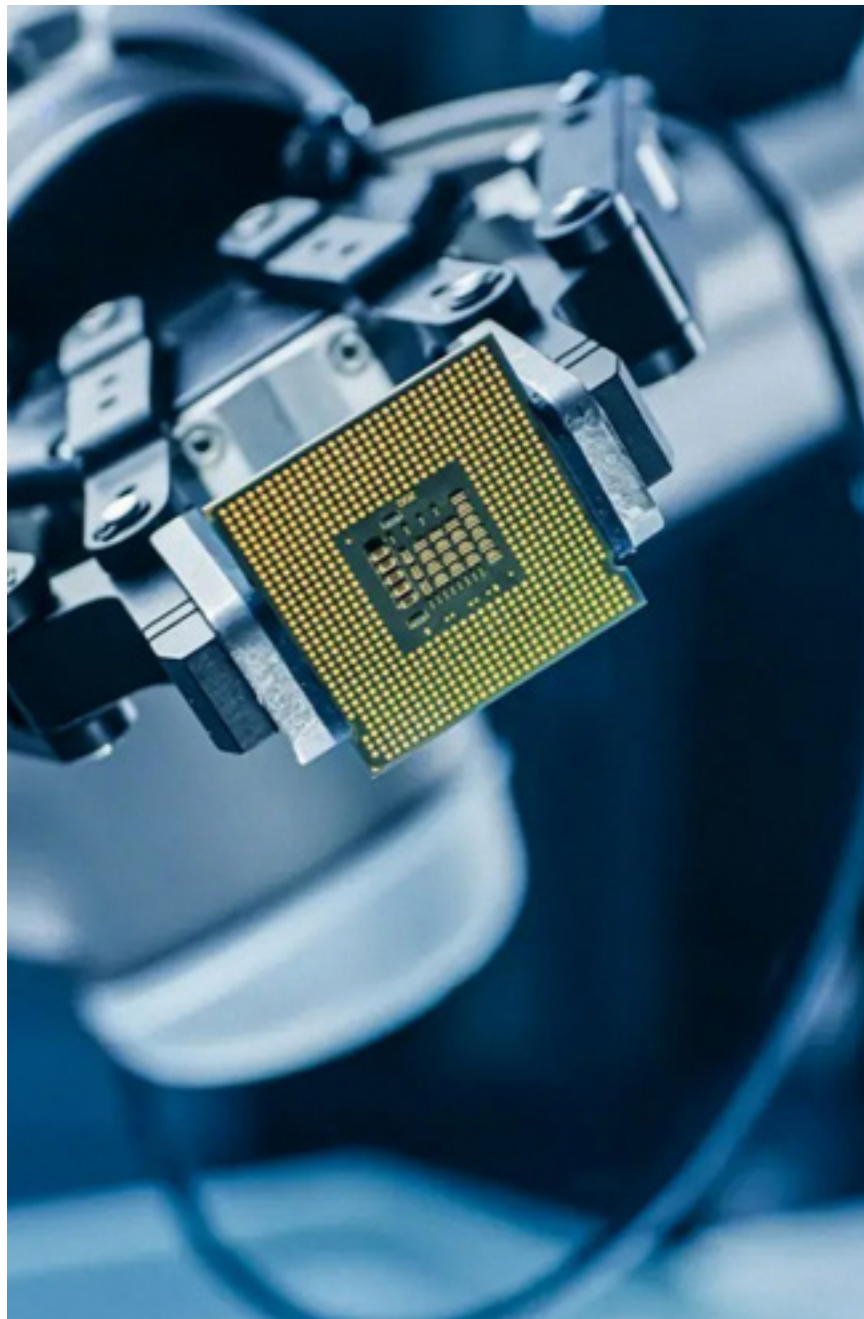
IN Groupe : entreprise de souveraineté pour l'État français

Adapter ses capacités pour répondre à une demande exceptionnelle : un challenge pour IN Groupe en 2022. La sortie progressive de la pandémie de COVID-19 aura permis la reprise des voyages et déplacements en France et dans le monde. Dans ce contexte, des millions de citoyens ont attendu l'année 2022 pour renouveler leurs passeports, provoquant ainsi une demande exceptionnelle dès les premiers mois de l'année. En tant que partenaire privilégié de l'État français, IN Groupe a répondu à ce défi majeur en adaptant ses capacités de production afin de faire face à une demande croissante tout au long de l'année.

Une capacité de production passée en 2022 de 10 à 12 millions d'unités de passeport émises par an. Dès le premier trimestre 2022, nos unités de production ont constaté une croissance de la demande de renouvellement des titres biométriques allant de 50 à 90% par rapport à l'année précédente. Le pic sera atteint à l'été 2022 avec 150% de demandes en plus. Pour répondre à cette période exceptionnelle, le groupe a fait évoluer le format de ses équipes et augmenté sa capacité de production pour lui permettre de garantir une réalisation et une expédition des passeports en moins de deux semaines. Fin 2022, 5,4 millions de passeports biométriques français avaient été produits en un an et 2023 suit une tendance aussi forte observée dès le début de l'année, avec une augmentation de la demande de 50% par rapport à 2022. Mais les passeports ne sont pas les seuls titres à avoir connu une telle tendance en 2022. En effet, et fort de son lancement en 2021, la nouvelle CNle a été très largement plébiscitée par les citoyens français qui ont été près de 3 millions à recevoir la nouvelle CNle en 2021 pour atteindre 6,6 millions d'unités produites à fin 2022. En 2023, les demandes étaient déjà largement supérieures à 2022 et une augmentation de la demande de presque 15% s'observait dès le début de l'année.

Composants électroniques : de la nécessité de sécuriser sa chaîne d'approvisionnement

Le marché des composants électroniques a connu de sévères contraintes ces 3 dernières années avec un impact sur toute l'industrie mondiale. Des semi-conducteurs aux composants électroniques, c'est toute la chaîne d'approvisionnement qui reste sous forte tension, accentuée par une demande croissante sur ces composants nécessaires à tout stockage sécurisé d'information et de sécurisation des transactions.



Or la fourniture de composants électroniques sécurisés est un élément clé pour IN Groupe, qu'il s'agisse du marché de l'identité pour les passeports biométriques, les cartes d'identité ou les titres de séjour électroniques par exemple ou du marché du paiement, qui ne décroît pas en termes de demande pour atteindre dans les 12 prochains mois jusqu'à 3 milliards de cartes bancaires émises, dont plus de 80% seraient des cartes duales selon les études menées par la marque SPS, référente du groupe pour les composants électroniques sécurisés. Dès lors, la sécurisation de la chaîne d'approvisionnement est un enjeu majeur du groupe qui cherche la meilleure stratégie à mettre en œuvre pour minimiser l'impact de la pénurie de composants électroniques pour ses clients.

La pression exercée par la pénurie sur les fournisseurs n'est en revanche pas tout à fait la même selon que l'on s'adresse au marché de l'automobile par exemple ou celui des smart cards. En effet, les technologies de fabrication des composants ne sont pas les mêmes pour ces dernières et les partenaires historiques de la marque SPS ont permis de diversifier ses différentes sources d'approvisionnement. Cette stratégie a permis de minimiser le risque de rupture d'approvisionnement en diversifiant les sources. Cette stratégie est valable pour les puces, les composants électroniques comme les autres composants de nos différents produits. C'est dans cette perspective que le groupe a pris des parts dans la société Agencomm, fournisseur coréen

IN Groupe, au travers sa marque de composants sécurisés SPS, fournit des composants électroniques permettant de sécuriser les documents d'identité comme les passeports biométriques ou les cartes de paiement. Ces composants électroniques innovants, modules, antennes, modules dual interface, sont les plus durables et les plus fiables sur les marchés de l'identité et du paiement grâce à sa technologie certifiée de couplage inductif

de film utilisé dans la fabrication de micro modules intégrés aux cartes de paiement ou cartes d'identités. En outre, le positionnement de la marque SPS évolue de plus en plus vers des solutions conçues pour s'intégrer à tout type de carte, même les plus complexes comme les cartes métalliques. La prochaine génération de carte devra répondre aux enjeux d'éco conception ou a minima intégrer des PVC recyclés ou recyclables. Cette innovation dans la conception de ses produits aura également permis à la marque SPS de mettre en production son dernier composant DCVV, présenté lors du salon Trustech 2022 à Paris.

En 2023, ce nouveau type de composant sera désormais proposé aux clients du secteur bancaire comme nouveau rempart contre la fraude à la carte bancaire. Les deux types de fraudes les plus courants étant la présentation d'une carte physique (CP pour Card Present mais plus rare puisqu'il faut avoir la carte) et la fraude CNP (card not present) qui présente le plus gros volume de fraude aujourd'hui.

Aujourd'hui, les solutions développées par SPS permettent de répondre à ces types de fraudes : CP avec la carte biométrique et CNP avec le DCVV. Cette année sera enfin l'occasion d'aller plus loin dans la proposition de solutions biométriques pré packagées avec le développement des solutions biométriques associées aux cartes bancaires pour répondre aux fraudes CP. Dans un monde toujours plus digitalisé, les banques n'ont presque

plus d'interactions avec leurs clients, l'essentiel des transactions ou opérations étant majoritairement réalisées à distance. Dès lors, les banques qui souhaitent maintenir un lien avec leurs clients et matérialiser leur proposition de valeur, s'attachent à proposer des cartes toujours plus attrayantes et différenciantes pour imprimer leur image de marque. Pour une marque comme SPS, c'est une opportunité de mettre en avant toutes les options offertes par une carte physique et porter dans le même temps de nouveaux enjeux d'écoconception et de production responsable. En cela SPS présentera de nouveaux modes de conception courant 2023.

2 mars 2023

IN Groupe sécurise la chaîne de valeur des composants électroniques pour ses clients avec une prise de participation dans la société coréenne Agencomm.

Depuis 2014, Agencomm est un partenaire clé d'INGroupe dans la fourniture de composants électroniques compétitifs de qualité pour l'ensemble de ses clients. En effet, le fournisseur de bandes à puce de dernière génération développe et fournit des composants dont la fiabilité est le fruit d'une innovation et d'investissements continus.

Avec la prise de participation d'IN Groupe dans Agencomm, les deux entreprises s'engagent à offrir à leurs clients respectifs une chaîne d'approvisionnement sécurisée, afin de pérenniser la fabrication de composants électroniques comme les modules ou toute autre solution électronique sécurisée. Les deux entreprises se réunissent autour d'un pilier commun, l'innovation, afin d'optimiser la valeur auprès des clients.

2.3

Préparer l'avenir de l'identité au service de la société, préserver les ressources et l'énergie, développer une politique sociale au bénéfice de tous les collaborateurs

Les enjeux sociaux, sociétaux et environnementaux et la contribution des entreprises dans leur résolution s'imposent dorénavant dans l'agenda des acteurs économiques. Cette responsabilité au sens d'engagement et non de situation subie, doit s'imposer dans la stratégie globale des entreprises et renforce le besoin de partager sa vision et la traduire en actes concrets et mesurables.

En tant qu'acteur majeur, présent dans la vie des citoyens au quotidien, IN Groupe se positionne comme une entreprise de souveraineté, qui promeut le droit à une identité pour tous, en s'engageant au quotidien pour un avenir plus juste et plus durable. La politique RSE du groupe traduit cette ambition avec des engagements pris et des actes couvrant les trois axes de responsabilité de l'entreprise : sociale, sociétale et environnementale. Totalement intégré à nos pratiques du quotidien, nous avons à cœur de contribuer à la réalisation de cette triple ambition, notamment dans la promotion des femmes à chaque niveau de notre organisation, la valorisation et l'insertion des salariés en situation de handicap et le soutien aux

générations futures par l'intégration des jeunes dans différents dispositifs de l'entreprise. Nous agissons pour contribuer à la réalisation de l'objectif numéro 16 de l'ONU visant à fournir une identité à TOUS d'ici à 2030. Nous valorisons notre patrimoine historique et culturel, unique au monde, auprès du grand public.

Enfin, et au-delà des mesures visant à la réduction de nos émissions de gaz à effet de serre, nous travaillons à la conception de produits, de solutions et de services écoresponsables, tout en ayant des actions concrètes dans la maîtrise et la réduction de notre consommation énergétique.

Garantir l'égalité professionnelle, promouvoir les femmes aux postes de manager, favoriser l'insertion des jeunes

Bien que le groupe ait enregistré une hausse des départs, le nombre de collaborateurs est encore en hausse en 2022 pour atteindre 1900 collaborateurs dans le monde dont 35,7% de femmes. Le groupe s'est fixé l'objectif de promouvoir plus de femmes au poste de manager pour atteindre 30% minimum à 2025. Celui-ci s'accompagne d'autres mesures pour améliorer continuellement l'égalité femmes-hommes avec notamment la progression de son index global en 2022 et atteindre 89/100. La formation est aussi un axe de développement

des collaborateurs du groupe avec 49,2% de salariés formés en 2022, soit une augmentation de 42% par rapport à 2021. L'accompagnement des générations futures s'est poursuivi pour représenter une part de 5% des effectifs en 2022 quand ils n'étaient que 2,9% en 2021. Le taux de personnes en situation de handicap a atteint 4,7% par rapport aux 4,4% de 2021. Ce point sera particulièrement suivi en 2023 pour mieux les intégrer dans le groupe.



À Rousset, 12 tonnes de CO2 économisées par an

Une nouvelle centrale d'air ambiant de la production de modules a été déployée en 2022 afin de mieux réguler en température, hygrométrie et surpression à Rousset. Ce site de production, sensible entre autres aux variations de température pouvant nuire à la production, a opéré un travail de reconfiguration complète du site. Ce projet est aussi une contribution à améliorer le confort de production et celui des salariés qui y travaillent. Conçue comme véritable projet industriel, la démarche environnementale a été prise en compte dès le début. Un système complémentaire de récupération de chaleur permet enfin de réduire la consommation électrique.



Gestion de l'énergie et des ressources

Comment réduire sa consommation d'énergie tout en augmentant sa capacité de production et en accueillant un plus grand nombre de collaborateurs ?

En opérant sa transformation pour mieux répondre aux enjeux de l'identité numérique, le groupe a également dû adapter son outil industriel afin de développer de nouvelles chaînes de production, d'intégrer de nouvelles équipes pour le développement de services numériques et créer de nouveaux espaces de travail répondant aux spécificités et à la diversité de ses métiers. Lieu emblématique du groupe, le site de production de Douai dans le nord de la France est engagé depuis 2015 sur plusieurs projets visant à maîtriser la gestion de l'énergie et plus particulièrement la réduction de la consommation de gaz et d'électricité. L'ensemble des dispositifs établis a montré toute la pertinence et l'efficacité de telles mesures pour un site industriel de cette taille, et ce juste avant le début de la crise en Ukraine et ses conséquences sur l'approvisionnement en énergie et le coût du gaz ou de l'électricité.

En effet, les résultats de ces mesures obtenus en 2022 attestent d'un modèle plus vertueux et bénéfique aussi bien pour l'entreprise que pour la préservation des ressources énergétiques. À titre d'exemples, la consommation de gaz était divisée par 6 entre 2021 et 2022 (et par 10 en comparaison

avec 2015) quand la consommation électrique baissait de plus de 30%.

Un véritable défi au regard du nombre croissant de collaborateurs qui intègrent ce site chaque année, de l'ajout des lignes de production, de l'augmentation des surfaces utilisées sur le site et des temps d'ouverture plus importants. En 2023, un nouveau projet viendra améliorer encore ces résultats avec le lancement du projet de ferme solaire pour une surface totale d'environ 15 000 m² de panneaux solaires produisant jusqu'à 13% de la consommation électrique du site.

La stratégie de réduction de nos émissions de CO2

IN Groupe s'engage à réduire l'impact de ses activités sur l'environnement et en pratique à réduire ses émissions de CO2 de 25% par milliard d'euros de chiffre d'affaires. Le bilan carbone réalisé en 2021 a fait apparaître la nécessité de travailler sur quatre axes d'amélioration :

Réduire les émissions liées au transport de produits et de marchandises. Pour le site du pôle Composants Sécurisés situé à Rousset, cela se concrétise par la réduction du recours au fret aérien en le migrant vers le fret maritime pour lequel l'empreinte carbone est beaucoup plus faible et rapatrier certaines activités sur le sol français. Ces projets sont complexes de par la nécessité de revoir intégralement la chaîne d'approvisionnement.

Développer l'écoconception pour remplacer nos produits dont les matières premières ont un impact fort par des matières à l'empreinte beaucoup plus réduite. Cette approche nécessite la maîtrise de différentes approches et outils faisant appel à des compétences et des expertises spécifiques. Pour accompagner l'évolution des équipes de recherche et développement, le groupe a organisé des plans de formation dédiée à l'acquisition et la mise en pratique de ces nouvelles compétences.

Favoriser le co voiturage pour les déplacements des collaborateurs en utilisant une application mobile. Fin février 2023, cela représentait une économie de 20 000 km parcourus

Réduire notre consommation d'énergie en combinant une baisse globale de notre consommation avec le recours à des solutions d'énergie renouvelables.

1/4

des enfants du monde sont sans identité

Une identité pour tous à 2030, la protection de l'enfance dans la sphère numérique, l'inclusion des femmes par le numérique

IN Groupe s'inscrit pleinement dans l'objectif numéro 16 de l'ONU fixant pour cap de "Fournir à 2030, une identité pour tous". En 2022, les équipes de recherche et développement du pôle Identité lançaient le projet ID4Life à l'occasion du salon ID4Africa au Maroc. Ce mouvement, qui englobe les acteurs soutenant une adoption responsable et transparente d'une identité numérique

au service du développement en Afrique, est l'occasion de présenter chaque année de nouvelles solutions contribuant à cet objectif. En 2022, IN Groupe présentait la solution ID4Life permettant d'enregistrer les naissances dans les zones les plus reculées et sans Internet en combinant le recours aux technologies blockchain et à la reconnaissance vocale.

Une identité légale à la naissance, un droit pour chaque enfant

Être déclaré à la naissance, avoir un nom, une date de naissance et une nationalité est le droit de chaque enfant, tel qu'inscrit dans l'article 7 de la Convention relative aux droits de l'enfant. Pour autant et selon le dernier rapport "L'enregistrement des naissances pour chaque enfant d'ici à 2030" publié par l'UNICEF à l'occasion de son 73^e anniversaire, les naissances de près de 166 millions d'enfants n'ont jamais été déclarées. Sans un acte de naissance justifiant son identité, l'enfant peut se voir privé d'accès à ses droits les plus fondamentaux.

Ainsi, l'enregistrement des naissances est un paramètre primordial à la planification et à la mise en œuvre de programmes et de politiques de développement, en particulier dans les secteurs de la santé, de l'éducation, du logement, de l'eau et de l'assainissement, de l'emploi, de l'agriculture et de l'industrie.

Hors, le non-enregistrement des enfants à la naissance représente un impact majeur sur leurs vies. Avoir une identité légale reconnue par le droit et par l'État, est un prérequis indispensable pour avoir accès aux droits fondamentaux tels que :

L'accès à la nationalité afin de protéger les enfants contre le risque d'apatridie : selon le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR), les statistiques montrent que l'absence d'enregistrement des enfants à la naissance représente une cause majeure d'apatridie. Le

nombre d'apatrides est estimé à 10 millions dont un tiers sont des enfants. L'accès à l'éducation et aux droits sociaux : l'acte de naissance représente un passeport de protection pour l'enfant, un justificatif légal permettant de prouver l'existence de son détenteur. C'est seulement avec la présentation de ce document qu'un enfant aura accès à l'éducation, aux services de santé non urgents, l'assurance maladie mais aussi aux aides sociales.

Enfin cette identité permet de lutter contre l'exploitation des enfants, l'accès à la justice et au droit de vote une fois adulte.

Les principaux motifs de non-enregistrement des naissances

L'enregistrement des événements vitaux (naissances, décès) et la connaissance de la population doit s'inscrire dans un processus continu et durable afin de permettre aux gouvernements, associations, organisations non gouvernementales et internationales de réaliser des statistiques nécessaires à :

La mise en place d'un plan de développement social, économique et urbain adapté et anticipatif.

La garantie du bon fonctionnement démocratique. La définition d'une politique macroéconomique en adéquation avec les besoins de la population.

D'un point de vue sociétal, l'analyse des obstacles à la maintenance d'un registre est donc essentielle. Parmi les causes déjà identifiées, nous retrouvons notamment :

01. Le manque d'infrastructure

Il s'agit de la première cause du non-enregistrement des naissances et ceci est dû entre autres à :

L'absence d'un système efficace d'enregistrement des faits d'état civil dans un pays

Le manque d'un dispositif adéquat de santé notamment de maternités

02. Les frais prohibitifs d'enregistrement de naissance et délivrance d'acte de naissance

Dans certains pays la déclaration de la naissance n'est pas payante mais plusieurs frais associés à la procédure découragent les citoyens à l'entamer, tels que :

Le coût du transport pour se rendre au centre d'état civil

Le manque à gagner lorsque le parent travaille

Le fait de refaire le déplacement si le certificat de naissance n'est pas délivré le jour même

03. Les inégalités femmes-hommes

Dans certains pays, les femmes ne peuvent pas déclarer la naissance d'un enfant.

IN Groupe se mobilise auprès de l'UNICEF. Ces dernières années, le nombre d'enregistrements des naissances ainsi que la délivrance de certificats de naissance ont connu un progrès grâce à la mobilisation des États, des acteurs économiques et des sociétés civiles nationales et internationales. À travers diverses initiatives, IN Groupe, fidèle à sa vision du Droit d'être Soi, agit pour atteindre cet objectif global ID4D lancé par la Banque mondiale d'une identité légale pour tous d'ici à 2030 notamment par un travail avec l'UNICEF. Par le biais de solutions innovantes, inclusives et adaptées aux besoins spécifiques de chaque État, IN Groupe vise à mettre à disposition des États son savoir-faire en matière de gestion d'identité et de protection des données personnelles, en s'appuyant sur des solutions éprouvées d'identité numérique, de biométrie et de blockchain. En conclusion, IN Groupe a pour objectif de garantir l'usage pour les citoyens en rendant les États autonomes, en leur offrant la capacité de recueillir les informations personnelles auprès des individus et de les réunir dans un registre national d'état civil et d'identité. Pour compléter cet engagement, IN Groupe contribue au développement de l'Open Standard Identity API (OSIA) qui vise à l'interopérabilité globale des systèmes d'identité.

166

millions d'enfants de moins de 5 ans non déclarés, d'après les chiffres de l'UNICEF

L'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne concentrent à eux seuls 145 millions d'enfants de moins de cinq ans non enregistrés, soit 87 %

L'Afrique subsaharienne, avec 94 millions d'enfants, est de loin la première zone géographique concernée.

L'Asie du Sud est également fortement touchée avec 51 millions d'enfants.

2.4

L'identité numérique, un levier de transformation pour le monde agricole : l'exemple d'Agdatahub

En février 2022 et à l'occasion du Salon de l'Agriculture à Paris, Agdatahub, Orange Business Services et IN Groupe présentaient Agritrust (anciennement Agriconsent), la première identité numérique agricole décentralisée reconnue par l'ensemble du secteur et reposant sur une solution blockchain innovante.



Grâce à Agritrust, les exploitants agricoles peuvent désormais lier leur identité (personne physique) à celle de leur exploitation (personne morale) afin de garantir la fiabilité, la sécurité et la traçabilité des échanges de données auxquels ils ont consenti. Ce système d'identité numérique décentralisée basé sur une infrastructure blockchain et hébergé sur le cloud public d'Orange Business Services garantit un usage maîtrisé et sécurisé des données avant tout échange. Ce nouveau service développé en co-innovation était dévoilé lors du Salon International de l'Agriculture 2022 représente un pas de plus dans la digitalisation des filières agricoles en France et en Europe.

Alors que la France compte 380 000 exploitations agricoles, dont 80% sont des TPE/PME, les données du secteur agricole sont en grande majorité dispersées et très difficiles à utiliser. Afin de répondre à l'enjeu de l'usage maîtrisé et sécurisé de ces données, Agdatahub, Orange Business Services et IN Groupe ont conjointement développé Agritrust, un système d'identité

numérique décentralisée basé sur une infrastructure blockchain et hébergé sur le cloud public sécurisé d'Orange. Grâce à cette plateforme technologique mutualisée et souveraine, les agriculteurs peuvent obtenir l'identité numérique agricole de leurs exploitations pour permettre d'authentifier et sécuriser les échanges de données, telles que les pratiques agricoles ou les informations environnementales et techniques.

Une fois authentifié comme ayant-droit de son exploitation agricole, l'agriculteur peut tout simplement télécharger son certificat d'identité numérique agricole dans un portefeuille numérique (ou wallet), directement sur son mobile. Cette preuve d'identité, accessible à travers un QR code, peut ensuite être utilisée pour les échanges avec les fournisseurs, les clients ou avec l'administration. Ceux-ci peuvent vérifier instantanément sur la blockchain l'authenticité de l'exploitation et que l'exploitant est bien l'ayant-droit.

L'exploitant garde donc le contrôle sur

l'usage de ses données et la gestion de ses consentements. Il peut en ajouter ou en résilier et peut échanger les informations qu'il souhaite avec l'acteur de son choix. Cela facilite les démarches (télédéclarations, contrats de vente avec l'industrie agroalimentaire ou la grande distribution, achats de fournitures, etc.) et diminue grandement le risque de fraude. Depuis le deuxième semestre 2022, Agritrust a fait l'objet d'une première phase d'expérimentation ouverte aux exploitants agricoles volontaires, en lien avec leurs acteurs habituels (chambres d'agriculture, coopératives, négociants, pouvoirs publics...). Après la plateforme d'échange de données API-Agro, Agritrust est la deuxième brique développée dans le cadre de l'engagement #actforagridata, un engagement commun à Agdatahub, Orange Business Services, IN Groupe et de nombreux autres partenaires pour développer la transition numérique des filières agricoles.

Agdatahub est la première plateforme française intermédiaire de données agricoles ayant l'ambition d'interconnecter les 380 000 exploitations agricoles du territoire national avec leurs 85 000 partenaires dans le respect du consentement des agriculteurs à l'usage de leurs données.

mérique décentralisée, fondé sur une infrastructure blockchain et hébergé sur le cloud public sécurisé d'Orange, était lancé. La plateforme technologique mutualisée et souveraine permet ainsi aux agriculteurs d'obtenir une identité numérique agricole de leurs exploitations afin d'authentifier et sécuriser les échanges de données, avec leur consentement et pour des usages qui leur sont propres.

Forts de leurs valeurs partagées sur la protection des données, la facilitation du quotidien des professionnels du domaine agricole et la volonté de créer un cadre de confiance pour des échanges sécurisés, IN Groupe est récemment entré au capital d'Agdatahub pour porter plus loin cette ambition commune de développer des solutions contributives de la souveraineté des données et respectueuses des usages de la profession.

Cela fait suite au récent tour de table et la levée de 4,8 M€ réalisée par Agdatahub auprès de partenaires historiques ou plus récents pour soutenir son développement, notamment au plan européen. L'arrivée de nouveaux acteurs et l'engagement renforcé de certains comme IN Groupe en tant que partenaire technologique dans le développement de l'identité numérique de la filière agricole, atteste d'une volonté partagée de structurer la circulation des données agricoles.

2023, une ambition européenne
De nouveaux enjeux se dessinent avec une dimension fortement euro-

péenne autour des dataspaces et de l'interopérabilité des services. Ainsi, dès septembre 2023, l'évolution de la réglementation européenne sur les données non personnelles aura un impact direct sur les exploitations agricoles, leurs fournisseurs ou partenaires et les utilisateurs de ces données. Elle traduit la volonté de créer un marché unique des données pour favoriser leur circulation entre les pays et les organisations. Pour rappel, l'ambition portée par l'Europe consiste à disposer de solutions souveraines sur le plan numérique en donnant aux citoyens et aux entreprises les moyens d'agir dans la sphère numérique et y développer les usages tout en gardant la maîtrise de leurs données.

En cela, IN Groupe est un atout majeur pour Agdatahub non seulement de par sa maîtrise des enjeux réglementaires européens, mais aussi pour lui permettre de s'appuyer sur un industriel de poids dans le déploiement à grande échelle de solutions et services de confiance. À ce titre, le projet intégrera rapidement la question d'y associer et d'y sécuriser les identités et les données des objets connectés.

“Pour IN Groupe, en tant qu'expert technologique de l'État en charge de la protection des identités et des données personnelles, le projet Agdatahub répond en tout point à l'ambition française et européenne de disposer de solutions souveraines sur le plan numérique. Notre enjeu est d'accompagner les acteurs de la filière infratech agricole dans ces nouveaux usages et leur donner les moyens d'agir dans un monde toujours plus ouvert et interconnecté, en permettant de garder la maîtrise de leur identité et de leurs données, ce qui est la raison d'être d'IN Groupe.”

David Concordel

Vice-président exécutif
Pôle Services Digitaux à l'occasion
du Salon de l'Agriculture 2023.

En 2023, IN Groupe entre au capital d'Agdatahub pour contribuer activement à la transformation numérique de la filière agricole.

Le numérique dans l'agriculture s'est déployé depuis longtemps dans les exploitations agricoles avec l'adoption de nouvelles technologies, robots de traite automatique, tracteurs connectés, outils de traçabilité au service d'une agriculture de précision ou encore de prévision. Pour autant, le mouvement est hétérogène et présente de grandes différences selon les régions et les types d'exploitations. Les enjeux étant à la hauteur des défis, qu'ils soient énergétiques, environnementaux, réglementaires, le secteur n'échappe pas à une digitalisation croissante, apportant son lot d'opportunités comme il présente des risques pour l'activité en général. De nouveaux outils sont aujourd'hui disponibles pour accompagner ce mouvement et opérer une véritable transformation de l'écosystème de l'agriculture.

En cela, l'identité numérique pour le monde agricole est un formidable levier pour conjuguer le développement maîtrisé et consenti des usages liés à l'échange de données et un moyen de construire un système de confiance solide et pérenne pour accompagner son déploiement.

C'est dans ce contexte qu'en 2022, Agdatahub, Orange Business Services et IN Groupe développaient et présentaient au Salon de l'Agriculture leur solution conjointement développée AgriTrust. Ce système d'identité nu-

S'appuyer sur les systèmes d'identité numérique pour garantir réactivité et continuité des systèmes de santé

Les défis auxquels sont confrontés tous les secteurs varient en fonction de la nature de leur activité. Ce qui est commun, c'est la nécessité d'aborder la transformation digitale en toute sécurité, d'adopter rapidement les nouvelles technologies, d'offrir une expérience fluide pour l'utilisateur et d'améliorer les processus opérationnels, tout en garantissant une sécurité optimale conforme aux dernières exigences réglementaires.

Pour le secteur de la santé, l'enjeu est double : sécuriser les données de santé et s'assurer de leur fiabilité. La fonction de gestion, la numérisation du dossier du patient ou les consultations de télémédecine nécessitent d'adopter de nouvelles approches du travail. Ainsi, la sécurisation des identités des professionnels de santé et leurs accès numériques au système sont des conditions essentielles à la confiance et l'utilisation des dispositifs d'e-santé, qui, par nature, traitent de données hautement sensibles. Afin de répondre à cet enjeu, IN Groupe accompagne depuis 2018 la transformation numérique du secteur au travers de son partenariat avec l'Agence du Numérique en Santé (ANS) pour développer un système complet d'émission de cartes à destination de l'ensemble des professionnels de santé (CPS), leur double numérique eCPS et le portail Pro Santé Connect permettant un accès sécurisé à un ensemble de services numériques de la profession.

La plateforme a d'ailleurs montré toute la pertinence d'un système évoluant vers la digitalisation massive de ces différents processus lors de la pandémie de COVID 19. Ainsi, en 2020, la plateforme enregistrait 700 000 connexions contre près de 55 000 000 fin 2021 et presque autant en 2022. Le pic de connexions était enregistré en janvier 2022 avec 600 000 connexions le même jour, soit l'équivalent de l'année 2020. Ces chiffres s'expliquent notamment de par la nécessité d'enregistrer l'ensemble des tests réalisés dans les centres et les pharmacies, les vaccinations pour générer les QR codes et fiabiliser les certificats correspondants. L'usage des services digitaux a ainsi contribué à simplifier la prise en charge et l'enregistrement des flux dans un contexte particulièrement exceptionnel, renforcé par le besoin de produire des certificats de confiance pour permettre à l'ensemble des citoyens de pouvoir attester de leur statut et faciliter les déplacements. Enfin et tout début 2023, IN Groupe obtenait la certification de l'ANSSI pour son application e-CPS.

Les perspectives du secteur de santé sont vastes et le recours à des solutions de confiance ne fera que s'accroître pour répondre aux objectifs suivants :

01

Une volonté de l'État de moderniser le système de santé français via des programmes nationaux et la stratégie Santé 2030.

02

Les investissements dans le numérique et la dématérialisation des processus apportent des réponses à de nombreux défis du secteur (déserts médicaux, manque de personnels, etc.).

03

De nombreuses optimisations des systèmes d'information à mettre en œuvre : rationalisation, interconnexion, partage et valorisation des données.

04

Un écosystème d'acteurs qui se consolide avec de nombreuses acquisitions en 2022.

05

Un écosystème dynamique de startups françaises en e-Santé (167 startups recensées dans l'annuaire de la FrenchTech) exploitant des innovations et technologies disruptives, notamment au moyen de l'IA.

06

Les fournisseurs de solutions concluent des alliances et coconstruisent des offres pour adresser les problématiques métiers du secteur.

L'identité numérique : un atout pour garantir réactivité et continuité de service

L'OCDE publiait en 2020 une nouvelle version du Digital Government Index (DGI). Ce rapport mesure le niveau de maturité des stratégies de digitalisation des services publics et des gouvernements des pays membres de l'OCDE. Il pointe également les tendances majeures dans l'évolution de la transformation digitale des administrations et services publics.

Marquée par la pandémie, le DGI soulignait son impact dans la capacité des gouvernements dans la gestion de la crise et la disponibilité de leurs services publics. S'appuyant sur les résultats de son étude, le DGI introduit l'idée que les opérateurs de services publics ont eu, afin de garantir réactivité et continuité de leur service, à s'appuyer sur les systèmes d'identité numérique, les infrastructures et les services partagés (et potentiellement ouverts), l'accès et le partage des données gouvernementales.

La méthodologie de l'étude intègre les axes d'amélioration formulés dans l'OECD Recommendation on Digital Government Strategies 2014 et l'évaluation des gouvernements selon 6 axes clés répertoriés dans l'OECD Digital Government Policy Framework.

Quels enseignements de cette étude ?

01

L'identité numérique constitue un critère objectif d'évaluation de la maturité des États et des services associés.

02

Les gouvernements qui ont pu répondre de manière efficace au maintien de leurs services publics et répondre aux urgences induites par la pandémie sont ceux ayant préalablement investi dans une gouvernance numérique.

03

L'amélioration des services publics et leur perception par les usagers dépend de la disponibilité, l'adoption et l'utilité des solutions d'identité numérique.

04

L'approche digital by design est l'opportunité de repenser les procédures nativement digitales ou simplifier les procédures existantes. Celle-ci nécessite, entre autres, de pouvoir s'appuyer sur des systèmes d'identité numérique.

05

Le Digital by design nécessite de pouvoir s'appuyer sur un système et des mécanismes d'identité numérique.

06

85% des pays ont un système d'identification unique.

07

58% des pays ayant un système d'identité numérique permettent l'accès à 50% de leurs services publics en ligne.

08

4 axes transverses ont été considérés afin d'évaluer la maturité digitale des gouvernements : la vision stratégique, les modes d'action, l'implémentation, le monitoring.

09

S'agissant des modes d'action, l'identité numérique, au même titre que l'interopérabilité, les services partagés et les infrastructures de données, est une brique fondamentale de la transformation digitale des gouvernements.

10

S'agissant de l'implémentation, l'identité digitale contribue à mesurer et améliorer les axes de déploiement de la transformation digital. Elle favorise en outre l'implémentation et la cohérence des services déployés.

2.6

L'accélération de la transformation numérique du transport européen

L'accélération de la digitalisation du secteur du transport est une opportunité pour faciliter la gestion des contraintes réglementaires et répondre aux besoins de simplification du quotidien des professionnels du transport. Soucieux de gagner en efficacité, les entreprises attendent de pouvoir disposer de solutions fiables et sécurisées pour traiter un nombre croissant de données échangées numériquement, qu'il s'agisse des données relatives à leurs missions, leurs obligations réglementaires ou leurs conducteurs. Pour IN Groupe, il s'agit avant tout de soutenir les pays de l'UE dans leurs initiatives de mobilité et de sécurité routière.

Avec l'approbation du règlement européen sur les informations électroniques relatives au transport de marchandises (eFTI), qui entrera en vigueur en 2024, les opérateurs de transport seront amenés à partager un certain nombre de leurs données avec les autorités de contrôle et ce dans un format électronique. Pour garantir la compatibilité et l'interopérabilité sans faille entre les systèmes d'information et les applications, les solutions

qui seront déployées devront être garantes du respect de la protection des données et contribuer à faciliter les usages. Dans ce contexte, IN Groupe se positionne comme partenaire de confiance pour répondre aux enjeux de digitalisation du secteur de par sa double expertise du domaine des transports et de la gestion d'identités numériques respectueuses de la politique de protection des données.



En 2022, le groupe lançait la nouvelle plateforme Hub Pro Transport

La plateforme complète et sécurisée Hub Pro Transport répond aux défis réglementaires rencontrés par les opérateurs routiers en fournissant des cartes tachygraphiques personnalisées, entièrement conformes à la réglementation européenne et dotées de fonctions de sécurité de pointe. Grâce à cette plateforme centralisée, IN Groupe délivre les 4 profils de cartes tachygraphiques standards (conducteur, entreprise, atelier et contrôle), les cartes TMD (Transport de Matières Dangereuses) et les cartes qualification des conducteurs (CQC).

Fournie en tant que Plateforme as a Service (PaaS), les utilisateurs du service sont assurés de disposer des dernières mises à jour et leurs fonctionnalités associées. Chaque conducteur dispose d'un compte unique pour gérer les demandes de titres et le service est optimisé pour le web et le mobile afin de faciliter l'accès à la plateforme dans n'importe quel contexte. Les services proposés par la plateforme Hub Pro Transport intègrent :

L'enrôlement : Prise en charge de l'inscription et de la création de comptes utilisateurs

La gestion multi-titres : Commande par l'utilisateur des cartes tachygraphiques, de qualification des conducteurs (CQC) et de transport de matières dangereuses (TMD).

La gestion du cycle de vie des titres : demandes, activation, remplacement et désactivation des cartes.

La gestion des paiements : Plusieurs options disponibles telles que le virement bancaire, la carte de crédit, le chèque, PayPal...

En terme de vision et de création de valeur pour le secteur du transport, le groupe souhaite promouvoir en 2023 le déploiement de solutions plus étendues pour permettre à tous les acteurs, même les plus petits, de maîtriser et gérer eux-mêmes ces données dans l'écosystème numérique, grâce notamment à :

La mise à disposition d'identités numériques sectorielles : transport sécurisé pour l'ensemble des professionnels (conducteurs, dirigeants, contrôleurs...) afin de renforcer la confiance dans leurs échanges.

La production de documents dématérialisés, contenant des données liées aux détenteurs de l'identité numérique pouvant être partagés en toute confiance et vérifiés par les autorités de contrôle.

Le déploiement d'un service applicatif de portefeuille numérique, basé sur les standards européens, permettant aux professionnels de gérer, stocker et utiliser leurs identités et documents dématérialisés afin de s'authentifier en toute confiance sur des solutions métiers (ex : TMS Platform...), d'accéder simplement et rapidement à différents services en ligne et de réaliser des démarches simplifiées.

Couvrir les besoins des professionnels, des pouvoirs publics mais aussi des usagers

Si la digitalisation de masse touche tous les secteurs, elle a pour vocation d'offrir plus de services numériques aux entreprises mais également aux usagers du transport et plus largement de la mobilité. Ce besoin accru d'accès à des services numériques se fait d'autant plus ressentir dans le contexte actuel où les utilisateurs s'attendent à pouvoir disposer d'outils numériques disponibles instantanément, en situation de mobilité et répondant à leur besoin de simplicité et fiabilité.

Dès lors, la conception même du service en lien avec une identité numérique utilisable dans plusieurs contextes différents ne pourra pas

s'arrêter à la seule définition de cette identité mais intégrera nativement un ensemble de composantes comme des attributs fournis par un tiers, la gestion du/des consentements à l'usage des données et par qui, et plus globalement l'expérience de l'utilisateur.

Pour concevoir et affiner les services, IN Groupe s'appuie sur la méthodologie "Service Design" et sur les principes du "Service Blueprinting". Cette approche permet de concevoir de manière holistique à la fois les parcours utilisateur (Usagers et Fournisseurs de Services de Transport et autre services connexes à la mobilité),

avec l'ensemble des points de contact possibles et des canaux utilisés pour les interactions utilisateur-service, ainsi que les 3 niveaux liés au service, (1) ce qui est visible de l'utilisateur et qui rend possible son parcours, (2) ce qui n'est pas visible pour l'utilisateur mais qui impacte son expérience Utilisateur (UX), et (3) ce qui sous-tend la production de ce qui rend possible l'expérience Utilisateur (infrastructure, cadre légal, contractualisation...), qu'il ne perçoit pas non plus mais qui doit être pris en compte, et qui spécifie les fondations sur lesquelles le service est réalisé.

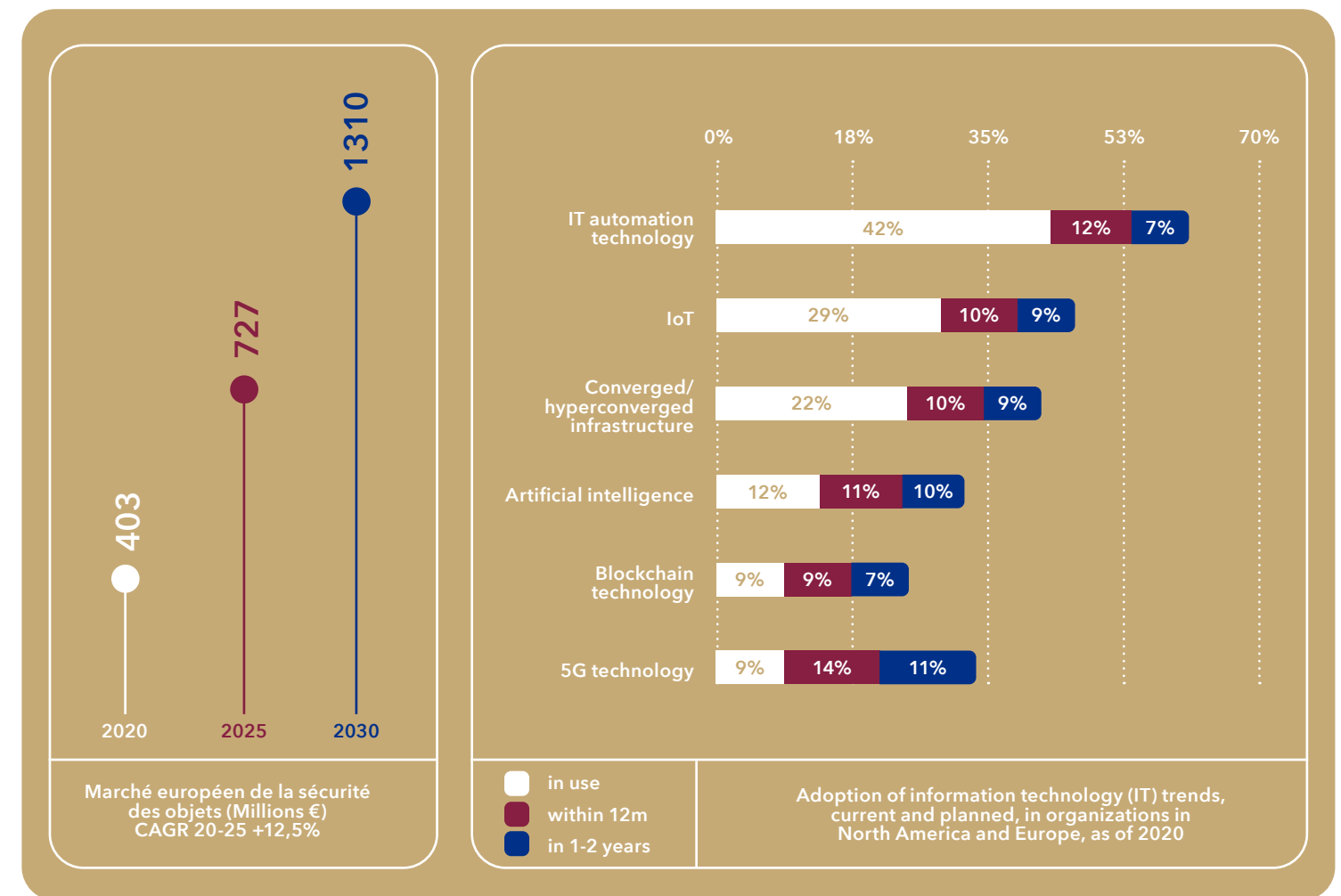
En 15 ans, le groupe a émis plus de 2 millions de cartes tachygraphes dans plus de 10 pays – dont la France, l'Italie, Andorre, Malte, Monaco, le Luxembourg, la Lettonie et la Hongrie.



2.7

L'identité des objets : sécuriser l'IoT pour garantir la confiance

La numérisation en masse a contribué à développer de plus en plus de systèmes et d'objets connectés. En ce sens, l'année 2023 marque une meilleure compréhension des enjeux liés à la sécurisation de l'IoT, un marché en pleine croissance tant les besoins se retrouvent dans tous les secteurs d'activités. Ces milliards d'objets connectés à Internet posent la question du meilleur mode de gestion de la sécurisation des objets et des échanges de données, la confidentialité et la sûreté. Un challenge pour les entreprises qu'elles soient utilisatrices ou émettrices de ces objets et une menace potentielle pour l'intégrité de leurs activités.



Note(s): July 2020; 1,073 respondents; IT buyers in organizations Further information regarding this statistic can be found on page 63. Source(s): Spiceworks; ID 544806

Le développement des objets connectés apporte de nombreux bénéfices comme la gestion d'une maintenance à distance, une meilleure utilisation et optimisation de ces objets et la flexibilité pour les utilisateurs de pouvoir gérer ou automatiser différentes actions facilitant leur vie quotidienne. Pourtant, si nos réflexes de sécurisation des accès physiques sont largement compris et mis en application, la sensibilisation aux risques et aux moyens de sécuriser les objets connectés et leurs réseaux de communication ne l'est pas toujours.

Pour maintenir les bénéfices de ces nouveaux usages et garantir l'intégrité des données et des échanges une réponse doit être apportée pour répondre au challenge de la gestion des applications IoT qui sont régulièrement soumises à des attaques de plus en plus larges. Peu importe la taille du

système, c'est finalement la sensibilité du système applicatif visé qui détermine le meilleur niveau de sécurité afin qu'il garantisse l'intégrité des connexions et échanges de données, assure la confidentialité de celles-ci et la sûreté globale du système. Aujourd'hui, bien que la connaissance des risques et menaces s'améliore, il subsiste encore trop d'applicatifs et de systèmes insuffisamment sécurisés. La standardisation évolue dans ce sens et le marché se structure autour de ces enjeux avec comme premier objectif de maintenir la continuité de l'activité et des processus de l'entreprise par une gestion native de l'ensemble de ses réseaux d'échanges de données sécurisées.

Dès lors, tout ce qui est conçu (systèmes, objets, données, etc.) identifie clairement et dès le départ les points sensibles qui vont nécessiter une authentification sécurisée. À ce titre, la PKI

Nexus (Public Key Infra-structure) dédiée à l'IoT est un premier jalon à la sécurisation du système associée à l'établissement d'un birth certificate (certificat de "naissance") comme identifiant unique de tout objet amené à être connecté. Cette combinaison constituera l'essentiel d'un système fiable et sécurisé nativement.

Ainsi, lorsque le device communique avec le système, la vérification du certificat permettra de s'assurer que c'est bien lui qui communique et que les données émises sont intègres et qu'elles ne sont pas accessibles par un autre destinataire. C'est cela que la PKI sécurise. Le marché s'adapte à ces concepts et les intègre petit à petit dans les process.

L'un des enjeux pour nos clients consiste à pouvoir fournir un certificat dit de "naissance" pour authentifier dès l'origine l'objet connecté et en s'appuyant sur une première autorité de certification et le recouper avec un certificat dit "opérationnel" afin d'authentifier l'usage de l'objet et sa finalité. La plupart du temps, nos clients viennent à nous avec ce besoin de certificat opérationnel mais sans que nous ayons la possibilité de tracer le certificat de naissance. Pour garantir la sécurisation des échanges et des données, nous devons résoudre cette première étape sans laquelle nous ne pouvons garantir l'origine de l'objet et les données échangées. Si la demande peut être résolue et intégrée a posteriori un certificat de naissance, cela peut rendre plus complexe le déploiement et abonder dans le sens d'un certificat de naissance à la conception de tout

objet ayant vocation à être connecté. À ce titre, le groupe se félicite que les réglementations à venir aillent dans le sens d'une nécessaire identification des objets. Bien que la législation dépende des pays d'origine pour certains objets connectés, leur mise à disposition pourrait être soumise à des normes sans lesquelles ils ne pourraient être distribués, notamment pour des infrastructures sensibles où rien ne peut se faire sans ces réglementations. Certains protocoles sont spécifiques à des marchés comme le V2X ou les Télécoms. Dans ces secteurs, la PKI est largement acceptée et perçue comme forte pour sécuriser les systèmes dont l'un des bénéfices clés est de pouvoir s'étendre à large échelle quand la cryptographie symétrique et son mode de distribution se complexifie en grandissant.

Dans l'industrie, tout se connecte dès le centre de production. Dès lors, le certificat de naissance est une étape clé de sécurisation du système. Mais ce principe s'étend à tout type de secteur et permet une meilleure sécurisation de chaque industrie. Un autre avantage majeur de la PKI en cela est qu'elle est agnostique et s'adapte à tout contexte : automobile, telecoms, entreprises...

À titre d'exemple, Sthil produit des tondeuses autonomes permettant d'établir des diagnostics et gérer la maintenance de leurs machines à distance. Nous avons mis en place le birth certificate dans leur usine pour permettre de se connecter aux systèmes de traitement des données et de sécurisation du matériel.

Janvier 2023 : Mise en application de la directive NIS2

Cette directive européenne rassemble différentes obligations de mise en conformité pour protéger la sécurité des réseaux et des systèmes d'information (NIS2) des organisations exposées au risque cyber. Si les États membres ont 18 mois pour transposer la directive dans leur propre législation, il n'en demeure pas moins urgent de prendre en compte ces changements qui impactent les entreprises de plus de 250 personnes et dont le CA dépasse 50 M d'euros par an. En 2023, cela représenterait 10 fois plus de secteurs qu'en 2016 (NIS 1). Au-delà des nouvelles obligations concernant le signalement des incidents, les entreprises vont être confrontées à la

mise en application de nouvelles mesures de gestion des risques incluant l'analyse des risques, la gestion des incidents mais surtout les plans de maintien de continuité de l'activité, l'usage de la cryptographie, la gestion des accès pour ne citer qu'eux. À plus large échelle, le développement des smart cities va voir grandir la gestion des systèmes d'eau, d'énergie ou gestion des transports comme autant de points sensibles et devant être sécurisés. Leur expansion va nécessiter des systèmes de sécurisation à très grande échelle et robustes aux attaques.

Enseignements clés

La masse de données générée par les objets connectés a poussé les gouvernements à établir de nouvelles réglementations pour protéger les données IoT (règlements européens RGPD, RED, NIS 2)

Plusieurs initiatives de villes intelligentes sont en cours, environ 30 villes intelligentes à fin 2025, et dont 50% seraient situées en Amérique du Nord et en Europe, soutenues par des investissements mondiaux (1 800 milliards d'ici 2030 selon l'OCDE).

On observe une automatisation des opérations de sécurité IoT, telles que la réponse automatisée aux incidents ou la gestion automatisée des certificats. Selon la Digital Analytics Association of Germany, l'IoT industriel est susceptible d'adopter la surveillance de l'activité de nouvelle génération, détection avancée d'anomalies.

Les entreprises choisissent de trouver des partenariats au sein de l'écosystème pour fournir une solution complète de sécurité IoT de bout en bout.

La crise Covid-19 a accéléré la pertinence de la sécurisation des maisons et des bâtiments intelligents contre les risques de cybersécurité. Les gens passent beaucoup de temps à la maison avec une utilisation croissante des appareils connectés. Ces appareils deviennent plus sensibles aux attaques, augmentant ainsi la demande de sécurité.

2.8

IN Groupe s'engage dans la communauté cyber

En 2022 et en tant qu'acteur de l'écosystème de la cybersécurité, IN Groupe rejoignait le Campus Cyber pour promouvoir l'excellence française en matière de cybersécurité.



Les nouveaux modes de travail, de loisirs et la digitalisation de notre économie font évoluer notre quotidien dans un contexte de défis sans précédents : cyberguerre, vol de données personnelles massif, détournement de services numériques. L'identité et les échanges de données en confiance pour les citoyens consommateurs, les entreprises, les administrations ou les objets connectés deviennent les éléments essentiels pour assurer la confiance et la pérennité de la société et de l'économie numériques. C'est pourquoi IN Groupe a rejoint le Campus Cyber en 2022, afin d'y apporter son expertise dans le domaine de sécurité des identités et des objets connectés. C'est aussi l'occasion pour le groupe de poursuivre son rôle dans l'animation d'un écosystème innovant afin de garantir aux Français et Européens une cybersécurité résiliente dans un contexte toujours plus complexe et mouvant.

En 2022, IN Groupe émettait plus de 2 milliards de certificats numériques pour l'IoT et ses systèmes sécurisent plus de 10 millions d'identités numériques professionnelles chaque année.

En devenant membre du Campus Cyber, IN Groupe rejoint les principaux acteurs nationaux et internationaux du secteur. Lieu totem de la cybersécurité, le Campus Cyber a pour mission de promouvoir l'excellence française en matière, en fédérant les talents et les acteurs du domaine dans un lieu commun et autour de projets allant de la sensibilisation à l'innovation et en passant par la formation pour ne citer qu'eux. IN Groupe a rejoint le Collège Industriel et se fixe pour objectifs de contribuer aux dernières avancées en matière de cybersécurité et de développer les synergies entre les acteurs du secteur, au bénéfice des États, des entreprises et des citoyens.

En 2023, IN Groupe a reçu le label France Cybersécurité 2023 pour son offre labellisée INWallet Mobile Middleware.



L'identité professionnelle sécurisée, premier rempart face aux ransomwares

Les menaces cyber existent depuis de nombreuses années mais elles évoluent vers des moyens de plus en plus sophistiqués. Les ransomwares en sont un exemple frappant. Pour IN Groupe, l'enjeu vise à fournir des solutions fiables de gestion du cycle de vie des identités numériques, accessibles à tout type d'entreprises et répondant aux meilleurs standards cyber européens. À ce titre, la solution SmartID développée et distribuée par la marque Nexus, simplifie la gestion des identités dans un système unifié, à l'aide de processus automatisés et disponibles par tous les utilisateurs via le self-service.

Cette nouvelle forme de logiciels malveillants est en constante évolution. Conçus pour chiffrer les fichiers sur les appareils, ils les rendent inutilisables pour les personnes, les organisations ou les systèmes qui en dépendent. En termes d'échelle de valeur, la rançon moyenne exigée et constatée au troisième trimestre 2020 était de 200 000 dollars et le ransomware "Sodinobiski" est actuellement le plus répandu avec un coût moyen de sa résolution pouvant être 10 fois plus élevé que la rançon payée, sans garantie aucune de récupérer toutes ses données. Véritables "crimes par opportunité", les ransomwares sont privilégiés par des attaquants à la recherche d'un

gain facile. Dès lors, tout obstacle supplémentaire sur leur chemin les incitera à chercher ailleurs. La plupart des attaques par ransomware nécessitent un accès distant au réseau avant de pouvoir agir sur les fichiers internes à l'entreprise.

Si les attaquants ne peuvent outrepasser les protections sécuritaires de votre réseau, il leur sera impossible de réaliser leurs méfaits. La majorité des ransomwares visent les petites et moyennes entreprises. Environ un tiers de tous les ransomwares attaquent des organisations de moins de 100 personnes, et un autre tiers pour celles de moins de 1 000 collaborateurs.

L'un des moyens les plus courants et simples pour les attaquants d'accéder à vos données est soit de deviner des mots de passe faibles, soit de voler des mots de passe par le biais de robots automatisés, soit d'hameçonner et réaliser des attaques ciblées, ou d'acheter des informations d'identification divulguées par lots disponibles généralement sur le darknet. Dans la plupart des cas, un premier système est compromis puis attaqué et utilisé comme point d'entrée. L'objectif premier est de mettre un "premier pied dans la porte", avant d'investiguer de manière approfondie sur tous les lecteurs locaux, les lecteurs en réseau

ainsi que les partages de fichiers disponibles, et de chercher quelles sont les informations importantes et chiffrables. Le vecteur d'attaque le plus courant pour les petites entreprises est l'utilisation du protocole de bureau à distance (RDP). En effet, il est très facile à mettre en œuvre car il permet d'accéder et de contrôler immédiatement un système complet. Les informations sur les systèmes exposés et les informations d'identification divulguées sont facilement accessibles sur le darknet. Les petites entreprises ne peuvent pas se permettre de payer de grosses rançons, et les attaquants recherchent des proies faciles pour un gain rapide. Pour les entreprises de taille moyenne, les attaques par *phishing* sont la méthode la plus courante.

Dans le cas des grandes entreprises, les attaques par ransomware commencent généralement par une tentative de *phishing* permettant l'installation d'un logiciel malveillant de vol de mot de passe, un cheval de Troie permettant un accès à distance ou incitant l'utilisateur à dévoiler ses identifiants de connexion. Le gain potentiel est dans ce cas largement plus élevé et justifie donc le temps passé à préparer une attaque sophistiquée de type *phishing*.

La réponse d'IN Groupe : proposer des solutions d'authentification multifacteurs(MFA) pour sécuriser les identités et les données.

Les solutions multifacteurs d'authentification reposent au moins sur deux éléments d'information indépendants afin de vérifier l'identité d'un utilisateur. Sans l'utilisation d'une solution d'authentification MFA, un attaquant n'a réellement besoin que de simples informations compromises d'un utilisateur pour accéder au système. En se reposant sur plusieurs éléments, une attaque nécessite plus qu'un simple nom d'utilisateur et d'un mot de passe. Par exemple, l'utilisation d'une clé stockée sur une carte à puce ou d'un token cryptographique augmente significativement l'effort à produire pour corrompre le système. Les chances de réussite sont ainsi fortement réduites et même proches de zéro. L'authentification multifacteurs est l'une des mesures les plus fortement recommandées par divers experts en matière de sécurité depuis de nombreuses années.

Pourtant, de nombreuses entreprises attendent le dernier moment pour déployer une solution de protection car elle est souvent considérée comme contraignante pour leurs utilisateurs. Cela s'explique par le fait qu'elle nécessite une ou deux étapes supplémentaires avant de pouvoir accéder aux ressources distantes et que les utilisateurs ne comprennent pas toujours les enjeux autour de la cybersécurité. En outre, et toujours afin de protéger les transactions numériques, il est possible d'ajouter des fonctions de signature électronique, le Single-Sign-On, le chiffrement des e-mails, le self-service et bien d'autres.

À noter que, bien souvent, les utilisateurs souhaitent augmenter le niveau de sécurité mais aussi rendre plus convivial l'utilisation des logiciels. La technologie est actuellement disponible, et alors que la vie professionnelle et la vie privée sont fortement entremêlées, le risque d'un incident cyber pouvant affecter à la fois la vie professionnelle et la vie privée des individus a considérablement augmenté. L'ANSSI (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information) a publié un guide concernant les ransomwares en décrivant les meilleures pratiques à mettre en place comme l'authentification multifacteurs (MFA) pour les accès aux services et systèmes informatiques.

Les bonnes pratiques

01

Bloquer tous les accès distants à l'exception du trafic authentifié et autorisé

02

Mettre en place une authentification multifacteurs pour tous les utilisateurs

03

Un processus d'enrôlement (on-boarding) et de révocation (off-boarding) sécurisé

04

Un contrôle d'accès sécurisé pour tous les systèmes informatiques, sur la base du protocole SAML, Open-ID connect ou autre équivalent

05

Une stratégie informatique efficace consiste à n'accorder aucune confiance à qui que ce soit avant une identification sécurisée.

2.9

Placer l'utilisateur au cœur pour concevoir et développer des services de vérification de confiance

Le développement des identités et justificatifs numériques s'accompagne d'un besoin croissant de pouvoir contrôler et vérifier l'authenticité des titres, des documents officiels et des données. La diversité des supports, des standards et des certificats rendent ces procédures de vérifications toujours plus complexes, a fortiori lorsqu'ils doivent pouvoir s'opérer dans différents pays.

La pandémie de Covid 19 a montré la nécessité de pouvoir disposer de moyens de contrôle et d'authentification fiables, simples et transfrontaliers dès lors que les déplacements ont pu être autorisés en contrepartie de la présentation de certificats de vaccination par exemple.

La contrainte principale réside alors dans la capacité à maîtriser toute la chaîne de gestion de bout en bout d'un certificat. En effet, cela implique de pouvoir répondre à différents, voire n'importe quel type de standard, avoir la capacité d'émettre une preuve physique ou numérique intégrant un cachet comme un CEV (Cachet électronique visible) et disponible selon une grande variété de normes, disposer de moyens de contrôle simples, fiables et accessibles en mobilité, protéger des données du porteur, surtout lorsqu'il s'agit de données sensibles comme des données de santé, garantir une interopérabilité de systèmes et des moyens de partage des données pour enfin anticiper une fin de cycle de vie du certificat respectueuse de normes comme le RGPD.

Peu d'entreprises disposent de l'intégralité de cette expertise, ce qui place IN Groupe, plus grand émetteur de CEV en France par exemple, comme un acteur incontournable pour concevoir des solutions d'émission et de contrôle de ces cachets. Conçue comme service sécurisé, l'application Smart Verify offre aux organisations et aux autorités de contrôle un moyen simple, fiable et efficace pour vérifier des documents et des droits, aider à prévenir la fraude et répondre aux exigences réglementaires et à leurs évolutions constantes.

Cette application, qui peut être utilisée selon différents paramètres (application mobile ou API), s'adapte à différents degrés de contrôles : forces de l'ordre, autorités locales ou professionnels d'un secteur (santé, transport, établis-

sements publics, etc.) qui offre plusieurs modes de vérification de titres émis par IN Groupe, comme la nouvelle Carte Famille Nombreuse, la Carte Mobilité Inclusion, la Carte Nationale d'Identité électronique, mais également d'autres justificatifs disposant d'un CEV. À titre d'exemple, le recours au Digital Covid Certificate (EU-DCC) peut être produit par les directions générales de la Santé des 51 pays qui utilisent le même référentiel de signature électronique sur la base de certificats X509, défini par l'UE lors de la pandémie de COVID, dont le CEV. Ces justificatifs sont émis par des tiers de confiance pour justifier par exemple d'un Digital Covid Certificate (EU-DCC). Le service Smart Verify est utilisable via deux modes distincts, le premier est une API de Service (cf. <https://api.gouv.fr/les-api/api-smart-verify>) qui permet son intégration

dans un contexte d'usage existant. C'est ce mode qui a été utilisé pour l'intégration dans les systèmes de la police aux frontières (PAF), de certains opérateurs de transport et autres vérificateurs, déjà équipés d'ordinateurs et de lecteurs datamatrix par douchettes laser, ou de kiosks avec lecteurs de codes-barres.

Déjà largement utilisé par les forces de l'ordre pour contrôler différents titres, le service Smart Verify d'IN Groupe a connu une croissance forte au moment de la pandémie de COVID. En 2023, l'évolution des différents projets d'identité numérique, qu'elle soit professionnelle ou régalienne lui assure de suivre la même trajectoire pour répondre aux besoins croissants de vérification de titres et justificatifs pour s'assurer de l'authenticité d'un titre ou document et lutter contre la fraude.



2.10

Faciliter le quotidien des citoyens

IN Groupe, partenaire privilégié de l'État dans le déploiement de ses services de confiance, s'inscrit dans le prolongement de ses missions souveraines et dans la vision du ministère des Transports, avec le partenariat de l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF) pour démocratiser les mobilités, améliorer le pouvoir d'achat des familles et aussi favoriser l'écotourisme

La Carte Familles Nombreuses :

À la suite de l'annonce par Clément Beaune, ministre délégué, chargé des Transports, de la nouvelle Carte Familles Nombreuses, IN Groupe a ouvert la nouvelle plateforme en janvier 2023.

Un portail en ligne plébiscité par les familles

Simple, intuitive et conçue pour faciliter l'expérience utilisateur, la plateforme de demande des cartes familles nombreuses permet de vérifier l'éligibilité des familles qui peuvent bénéficier des nombreux avantages de la carte. S'appuyant sur un processus dématérialisé, rapide et moderne, le nouveau portail en ligne de demande des Cartes Familles Nombreuses, vise à faciliter les formalités aux familles bénéficiaires, qui peuvent commander et suivre le cycle de vie et les renouvellements des cartes.

IN Groupe au cœur de la vie des citoyens

Délivrée sans condition de ressources et pour une durée pouvant aller jusqu'à 3 ans, la Carte Familles Nombreuses permet à chaque membre de la famille d'obtenir des réductions dans les transports au coût unique de 18 euros pour toute la durée de validité de la carte.

Créé en 1921, la Carte Familles Nombreuses s'adapte continuellement aux besoins des familles, incluant aussi bien les familles monoparentales comme les familles recomposées. IN Groupe, au cœur de la société, s'engage

pour la sécurité et la protection des données et contribue pour le secteur des transports à faciliter la vie aux citoyens. Afin de continuer à simplifier la vie des familles, et d'améliorer l'expérience utilisateur, de nouvelles fonctionnalités seront déployées sur la nouvelle plateforme de demande des Cartes Familles Nombreuses (www.carte-familles-nombreuses.gouv.fr).

Cette nouvelle carte bénéficie d'un format et d'un graphisme revisités. Grâce à un processus de commande dématérialisé et plus rapide, les démarches pour les familles bénéficiaires seront simplifiées. Les conditions d'éligibilité à la carte, de même que les niveaux de réductions associés, restent inchangés et les frais de dossier s'élèveront à 18 euros par famille en 2023. Didier Trutt, PDG d'IN Groupe déclare : "IN Groupe se réjouit de contribuer à la facilitation du quotidien des familles bénéficiaires des services de la Carte Familles Nombreuses. À travers le nouveau service dématérialisé de délivrance de la carte, IN Groupe a souhaité apporter une expérience d'utilisation simple, agréable et sans concession sur la sécurité et la protection des données personnelles des

usagers, à l'image de ce qu'IN Groupe réalise déjà pour les services Crit'Air et Carte Mobilité Inclusion." Moins d'un mois après l'ouverture de son portail dédié aux nouvelles Cartes Familles Nombreuses, IN Groupe émettait la 100 000^e carte. Depuis son lancement le 9 janvier 2023, 300 000 Cartes Familles Nombreuses ont d'ores et déjà été émises dans toute la France.

La nouvelle plateforme <https://www.carte-familles-nombreuses.gouv.fr> gérée par IN Groupe fait l'unanimité de ses bénéficiaires en affichant un taux de satisfaction utilisateur de près de 99%. Ces chiffres confirment le succès du portail et de son service totalement dématérialisé, la facilité d'accès et de traitement des demandes pour plus de 17 000 familles déjà enregistrées.



**IN Groupe vous accueille dans
son nouveau siège parisien**

Fin 2022, les équipes d'IN Groupe intégraient leur nouveau siège parisien. Ce lieu a été conçu comme un espace d'échanges, de coconception, d'innovation et de rencontre pour tous les acteurs de notre écosystème.

Vous souhaitez nous rendre visite ? Tester nos produits et nos solutions dans notre expérience & design center ? Ce lieu est fait pour vous et nous serions ravis de vous accueillir dans nos locaux.

IN Groupe – Siège social
38 avenue de New York, 75116 Paris
information@ingroupe.com
ingroupe.com

IN Groupe
Direction de la communication
groupe - juin 2023

